

MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 23 janvier 1897.

N. 6.

Samstag, 23. Januar 1897.

Le 23 janvier 1897, M. Henry Howard, Esq., reçu en audience solennelle, a remis au Grand-Duc les lettres qui l'accréditent auprès de Son Altesse Royale en qualité d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique.

Arrêté grand ducal du 20 janvier 1897, concernant la rétribution scolaire à payer par les élèves de l'école d'artisans.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 6 de la loi du 14 mars 1896, portant création d'une école d'artisans ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le montant de la rétribution scolaire à payer par les élèves de l'école d'artisans est fixé, pour les élèves de la II^e et de la I^{re} classe, à vingt francs, pour les élèves de la classe préparatoire, à dix francs, et pour les élèves ne fréquentant que l'un ou l'autre cours, à cinq francs par semestre, payables d'avance.

Art. 2. Exemption totale ou partielle du paiement de cette rétribution peut être accordée par

Am 23. Januar 1897 hat Sr. Henry Howard, Esq., in feierlicher Audienz dem Großherzog die Schreiben überreicht, welche ihn bei Seiner Königl. Hoheit als außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Ihrer Britischen Majestät beglaubigen.

Großh. Beschluß vom 20. Januar 1897, das von den Schülern der Allgemeinen Staats-Handwerker-Schule zu entrichtende Schulgeld betreffend.

Wir ADOLPH, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 6 des Gesetzes vom 14. März 1896, über die Einrichtung der Handwerker-Schule ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Der Betrag des von den Schülern der Staats-Handwerker-Schule zu entrichtenden Schulgeldes ist festgesetzt, für die Schüler der II. und der I. Klasse auf zwanzig Franken, für die Schüler der Vorbereitungs-Klasse auf zehn Franken und für die Schüler, welche nur den einen oder den andern Cours besuchen, auf fünf Franken pro Semester, im Voraus zahlbar.

Art. 2. Die Regierung kann auf den Antrag des Lehrercollegiums und das Einverständnis der

le Gouvernement, sur la proposition de la conférence des professeurs et l'avis de la commission de surveillance, aux élèves nécessaires ou peu aisés qui se distinguent par leur application et leur bonne conduite.

Les décisions de dispense ne portent que sur un semestre.

Art. 3. L'élève qui quitte l'établissement dans le courant du semestre ou qui est renvoyé pour inconduite, n'a aucune réputation à exercer du chef de la rétribution qu'il aura acquittée.

Art. 4. Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 20 janvier 1897.

ADOLPHE.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

23. ~~1897~~

*Arrêté du 15 janvier 1897, relatif à la vérification
des poids et mesures pendant l'année 1897.*

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu les art. 10 et suivants de l'arrêté royal grand-ducal du 30 mai 1882, pour l'exécution de la loi sur les poids et mesures ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La vérification ordinaire des poids et mesures aura lieu, pendant l'année courante, aux jours, dans les localités et pour les communes indiqués ci-après :

Heures de service : de 9 heures du matin à midi et de 2 à 5 heures de l'après-midi.

Luxembourg, du 25 février au 20 avril, exceptés les dimanches, les fêtes légales, les jours de foire et de marché, pour la ville et les faubourgs.

- id. le 24 février, pour la commune de Leudelange.
- id. le 3 mars, pour la commune de Bertrange.
- id. le 8 mars, pour la commune de Sandweiler.
- id. le 10 mars, pour la commune de Strassen.
- id. le 17 mars, pour la commune de Rollingergrund.
- id. le 24 mars, pour la commune de Hamm.

Aufsichtskommission, dürftige oder wenig bemittelte Schüler, welche sich durch Fleiß und gute Führung auszeichnen, von der Zahlung des Schulgeldes gänzlich oder theilweise entbinden.

Diesbezügliche Beschlüsse haben nur Geltung für ein Semester.

Art. 3. Der Schüler, welcher die Anstalt im Laufe des Semesters verläßt oder wegen schlechter Führung von derselben entfernt worden ist, hat keinen Anspruch auf Rückerstattung des bezahlten Schulgeldes.

Art. 4. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausübung dieses Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 20. Januar 1897.

Adolph.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

23. ~~1897~~

*Beschluß vom 15. Januar 1897, die Prüfung der
Maasse und Gewichte während 1897 betreffend.*

Der General-Director der Finanzen ;

Nach Einsicht der Art. 10 ff. des Königl.-Großh. Beschlusses v. m 30 Mai 1882, die Ausführung des Gesetzes über die Maasse und Gewichte betreffend ;

Beschließt :

Art. 1. Die gewöhnliche Prüfung der Maasse und Gewichte wird dieses Jahr an den Tagen, in den Ortschaften und in den Gemeinden stattfinden wie folgt :

- Luxembourg, le 31 mars, pour la section de Bonnevoie.
 id. le 7 avril, pour la section de Hollerich.
 id. le 14 avril, pour les sections de Cessingen, Gasperich et Merl.
 id. les 21 et 22 avril, pour l'avenue de la gare, commune de Hollerich.
 id. le 24 avril, pour la section de Neudorf.
- Junglinster, le 27 avril, pour les communes de Junglinster et Rodembourg.
 Altrier, le 28 avril, pour les communes de Consdorf et Bech.
 Walferdange, le 30 avril, pour les communes de Steinsel et Walferdange.
 Eich, les 3, 4 et 5 mai, pour la commune d'Eich, à l'exception de la section de Neudorf.
 Beaufort, le 7 mai, pour la commune de Beaufort.
 Echternach, les 10, 11, 12, 13, 14 et l'avant-midi du 15 mai, pour les communes de Berdorf et Echternach, ainsi que les sections de Steinheim, Osweiler et Dickweiler.
 Born, le 21 mai jusqu'à 4 heures de l'après-midi, pour les communes de Rosport et Mom-pach, à l'exception des sections de Steinheim, Osweiler et Dickweiler.
 Wasserbillig, le 25 mai, pour la commune de Mertert.
 Wecker, le 26 mai, pour les communes de Biver et Mauternach.
 Roodt, les 28 et 29 mai, pour les communes de Niederauven, Betzdorf et Flaxweiler, à l'exception des sections de Niederdonven et Oberdonven.
 Grevenmacher, le 31 mai ainsi que les 1^{er}, 2 et l'avant-midi du 3 juin, pour la commune de Grevenmacher et les sections de Machtum et Oberdonven.
 Oetrange, le 4 juin, pour les communes de Contern et Schuttrange.
 Wormeldange, le 9 juin et l'avant-midi du 10 juin, pour les communes de Lenningen et Wormeldange, à l'exception de la section de Machtum, et pour la section de Niederdonven.
 Hesperange, le 11 juin, pour la commune de Hesperange.
 Dalheim, le 15 juin et le 16 jusqu'à 11 heures du matin, pour les communes de Dalheim et Waldbredimus.
 Mondorf-les-Bains, le 18 juin et l'avant-midi du 19 juin, pour la commune de Mondorf-les-Bains, ainsi que les sections d'Elvange et Emerange.
 Schengen, l'avant-midi du 21 juin, pour les communes de Remerschen et Burmerange, à l'exception des sections d'Elvange et Emerange.
 Remich, le 22 juin, pour les communes de Bous, Stadtbredimus et Wellenstein.
 id. les 23, 24 et 25 juin, pour la commune de Remich.
 Aspelt, le 29 juin jusqu'à 4 heures de l'après-midi, pour les communes de Weiler-la-Tour et Frisange, à l'exception de la section de Hellange.
 Kehlen, le 30 juin, pour les communes de Kehlen et Kopstal.
 Capellen, le 1^{er} juillet et l'avant-midi du 2, pour les communes de Mamer et Garnich, à l'exception de la section de Kahler.
 Koerich, le 5 juillet, pour les communes de Koerich et Septfontaines.
 Steinfort, le 6 juillet et l'avant-midi du 7 juillet, pour les communes de Steinfort et Hubscheid, ainsi que la section de Kahler.
 Petange, le 8 juillet, pour les sections de Petange et Lamadelaine.
 Rodange, le 9 juillet, pour la section de Rodange.
 Bascharage, les 13 et 14 juillet, pour les communes de Bascharage, Dippach et Clemency, ainsi que la section de Sanem.

Differdange, les 15 et 16 juillet, pour la commune de Differdange.

Rumelange, les 20 et 21 juillet, pour la commune de Rumelange.

Kayl, le 22 juillet, pour la commune de Kayl.

Dudelange, les 27, 28 et 29 juillet, pour la commune de Dudelange.

Esch-sur-l'Alzette, les 2, 4, 5 et 7 août, pour la commune d'Esch-sur-l'Alzette.

id. le 3 août, pour la commune de Schifflange, ainsi que les sections de Belvaux, Soleuvre et Elleringe.

id. le 6 août, pour les communes de Reckange et Mondercange, à l'exception de la section de Bergem.

Bettembourg, les 10 et 11 août, pour les communes de Roeser et Bettembourg, ainsi que les sections de Bergem et Hellange.

Art. 2. A cette occasion les administrations communales auront à remplir les devoirs qui leur sont prescrits par les dispositions ci après transcrites de l'arrêté royal grand-ducal du 30 mai 1882 :

« **Art. 11.** — Aussitôt que les bourgmestres » ont reçu l'arrêté (qui ordonne la vérification » des poids et mesures), ils en donnent con- » naissance aux assujettis par voie d'affiche ; » ils les font en outre prévenir à domicile deux » jours d'avance de l'arrivée du vérificateur, » afin qu'aucun des intéressés ne puisse pré- » texter d'ignorance.

« **Art. 12.** — Au plus tard dans la » huitaine de l'arrêté, ils adresseront au direc- » teur des contributions une liste en double, » indiquant exactement avec leurs professions » les marchands, industriels et autres personnes » qui sont dans le cas de faire vérifier leurs » poids et mesures. Si le bourgmestre néglige » de dresser la liste, elle est établie à ses frais » par un commissaire spécial, conformément à » l'art. 46 de la loi du 24 février 1843.

« Un des exemplaires de la liste sera ren- » voyé au bourgmestre avec indication des per- » sonnes qui ont satisfait à leur devoir.

« **Art. 13.** — L'administration communale » du lieu où doivent se tenir les séances de la » vérification périodique, fournira à cet effet un » local convenable et bien approprié avec les

Art. 2. Bei dieser Gelegenheit haben die Ge-
weindeverwaltungen die ihnen durch nachstehende
Bestimmungen des Königl. Groß. Beschlusses
vom 30. Mai 1882 auferlegten Pflichten zu
erfüllen :

„**Art. 11.** — Bei Empfang des Beschlusses,
„welcher die Prüfung der Maße und Gewichte
„anordnet, haben die Bürgermeister die Verthei-
„ligten durch Anschlag davon in Kenntniß zu
„setzen ; außerdem lassen sie denselben zwei Tage
„vor Ankunft des Richtmeisters persönlich Mit-
„theilung davon machen, damit keiner der Be-
„theiligten Unwissenheit vorschützen kann.

„**Art. 12.** — Spätestens innerhalb
„acht Tagen nach dem Datum des Beschlusses
„stellen sie dem Steuerdirector ein doppeltes Ver-
„zeichnis zu, welches genau mit Namen und Stand
„die Kaufleute, Gewerbetreibenden und anderen
„Personen angibt, die ihre Maße und Gewichte
„prüfen zu lassen haben. Unterläßt der Bürger-
„meister die Aufstellung dieses Verzeichnisses, so
„wird dasselbe auf seine Kosten durch einen
„Spezial-Commissär, gemäß Art. 46 des Gesetzes
„vom 24. Februar 1843, aufgestellt.

„Ein Exemplar des Verzeichnisses wird dem
„Bürgermeister unter Bezeichnung derjenigen
„Personen, welche ihren Verpflichtungen nachge-
„kommen sind, zurückgesandt.

„**Art. 13.** — Die Gemeinde-Verwaltung des
„Ortes, in welchem die periodischen Richtungs-
„sitzungen stattfinden sollen, hat zu diesem Zweck
„ein passendes, mit den nöthigen Möbeln ausge-

» meubles indispensables. Si elle n'y satisfait pas ou si elle refuse le concours de ses agents, le siège des opérations pourra, par la suite, être transféré dans une autre commune. Le vérificateur pourra, le cas échéant, et pour satisfaire les intéressés convoqués, louer d'urgence, aux frais de la commune, un local et l'assistance nécessaire, après avoir fait, sans effet immédiat, sa réclamation verbale à un membre ou à un agent de l'administration communale.

» *Art. 11.* — Deux personnes, dont au moins un agent de police, appariteur ou garde-champêtre, assistent aux séances, maintiennent l'ordre et prêtent leur concours aux opérations. — Un membre de l'administration communale peut également y être délégué. »

Art. 3. Le vérificateur sera autant que possible accompagné d'un ajusteur agréé par l'administration, qui se chargera, moyennant une rétribution fixée par un tarif officiel, de faire les mêmes opérations, si les assujettis ne préfèrent les faire eux-mêmes ou en charger d'autres personnes. L'ajuteur leur délivrera, sur demande, quittance des sommes perçues.

Art. 4. Il est recommandé aux assujettis de présenter leurs poids et leurs mesures dans un état convenable de propreté. Les mesures à l'huile devront, au préalable, être convenablement dégraissées.

Lorsque par suite de la difficulté du transport, ou pour d'autres motifs, une vérification devra être opérée à domicile, les frais de déplacement en seront payés par l'assujetti, conformément au tarif.

Art. 5. La lettre T sera employée pour le poinçonnage des poids, mesures et balances vérifiés.

Art. 6. Pendant toute la durée de la tournée, le bureau de vérification à Luxembourg ne sera ouvert au public que le samedi de chaque semaine.

» statetees Lokal herzustellen. Wenn sie dieser Verpflichtung nicht nachkommt, oder die Mitwirkung ihrer Agenten verweigert, so kann der Sitz der Operationen fürderhin in eine andere Gemeinde verlegt werden. Eintretenden Falls ist der Richtermeister, um die Geschäfte der einberufenen Beteiligten zu erledigen, befugt, auf Kosten der Gemeinde ein Lokal mit dem benötigten Hilfspersonal dringlichkeitshalber anzumieten, nachdem eine mündliche Rücksprache mit einem Mitgliede oder Agenten der Gemeindeverwaltung erfolgt geblieben.

» *Art. 14.* — Zwei Personen, von welchen eine Polizeiagent, Gemeindevote oder Feldbäcker, wohnen den Sitzungen bei, um bei der Aufrechterhaltung der Ordnung und bei den Operationen Mithilfe zu leisten. — Auch kann ein Mitglied der Gemeindeverwaltung dazu delegirt werden.

Art. 3. Der Richtermeister wird, wo möglich, von einem von der Verwaltung bestätigten sachkundigen Arbeiter begleitet sein, welcher gegen eine tarifmäßige Vergütung die kleinen Reparaturen besorgt, es sei denn, daß die Beteiligten vorziehen, diese selbst oder durch Andere vornehmen zu lassen. Der betr. Arbeiter stellt auf Verlangen Quittung über die empfangenen Summen aus.

Art. 4. Den Beteiligten wird empfohlen, ihre Maaße und Gewichte in einem reinlichen Zustande vorzubringen. Die Maaße für Del sind vorher gehörig zu entfetten.

Wenn wegen Transport-Schwierigkeiten oder aus anderen Gründen die Prüfung in der Wohnung des Beteiligten vorgenommen werden muß, so fallen diesem die tarifmäßigen Reisekosten zur Last.

Art. 5. Als Zeichen der Nüchtheit der geprüften Maaße, Gewichte und Waagen wird der Buchstabe T aufgedrückt.

Art. 6. Während der Dauer der Rundreise ist das Nüchamt zu Luxemburg dem Publikum nur an den Samstagen jeder Woche geöffnet.

Art. 7. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et affiché dans les commune intéressées.

13 memo 1 a' 8
Luxembourg, le 15 janvier 1897.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Justice.

Par arrêté grand-ducal en date de ce jour, **MM. Charles Larue** et **Jean-Pierre Kirsch**, juges près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, ont été nommés juges commissaires aux ordres près le même tribunal pour le terme d'un an, à partir de la date du présent arrêté.

Par le même arrêté, **M. Ferdinand Jacques**, juge près le tribunal d'arrondissement de Diekirch, a été nommé juge-commissaire aux ordres près le même tribunal pour un nouveau terme d'un an, à partir de la date du présent arrêté.

Luxembourg, le 23 janvier 1897.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Avis. — Hospice central.

Par arrêté grand-ducal en date de ce jour, **M. Alphonse Schlessler**, juge près le tribunal d'arrondissement de Diekirch, a été commis, pour le terme d'un an à partir de la date du présent arrêté, pour contrôler les admissions et le maintien en état de sequestration des aliénés à l'hospice central d'Ettelbruck.

Par le même arrêté, **M. Victor Rischard**, juge près le même tribunal, a été nommé, pour le même terme, suppléant pour les dites fonctions.

Luxembourg, le 23 janvier 1897.

Le Directeur général des travaux publics,
Ch. RISCHARD.

Art 7. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt und in den beteiligten Gemeinden angeschlagen werden.

Luxemburg, den 15. Januar 1897.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Großh. Beschluß vom heutigen Tage sind die **H. H. Karl Larue** und **Johann Peter Kirsch**, Richter am Bezirksgerichte zu Luxemburg, zu Richtercommissaren bei den Collocationsverfahren in dem Gerichtsbezirk Luxemburg, auf die Dauer eines Jahres vom Datum besagten Beschlusses ab, ernannt worden.

Durch denselben Beschluß ist **Hr. Ferdinand Jacques**, Richter am Bezirksgericht zu Diekirch, zu denselben Funktionen im Gerichtsbezirk Diekirch, und auf die neue Dauer eines Jahres ernannt worden.

Luxemburg, den 23. Januar 1897.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Bekanntmachung. — Centralhospiz.

Durch Großh. Beschluß vom heutigen Tage ist **Hr. Alphonse Schlessler**, Richter beim Bezirksgericht zu Diekirch, zur Ausübung der Controlle über die Aufnahme von Geisteskranken ins Centralhospiz sowie auch über die Fortdauer der Sequestration der daselbst untergebrachten Frauen, während einem Jahre, vom Datum besagten Beschlusses ab, bezeichnet worden.

Durch denselben Beschluß ist **Hr. Victor Rischard**, Richter am selben Bezirksgericht, zum stellvertretenden Controllrichter ebenfalls für ein Jahr ernannt worden.

Luxemburg, den 23. Januar 1897

Der General-Director der öffentlichen Bauten,
R. R i s c h a r d.

Avis. — Postes et télégraphes.

Il résulte d'une communication du Conseil fédéral suisse du 5 janvier ct., que le gouvernement du Pérou a adhéré, à partir du 1^{er} février prochain, à la convention concernant l'échange des colis postaux et à celle concernant le service des mandats de poste, conclue à Vienne le 4 juillet 1891.

Luxembourg, le 18 janvier 1897.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung — Post- u. Telegraphenwesen.

Aus einer Mittheilung des Schweizerischen Bundesrathes vom 5. Januar ct. erhält, daß die Regierung von Peru dem zu Wien am 4. Juli 1891 abgeschlossenen Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Postpaceten, sowie den Postanweisungsdienst, vom 1. Februar l. ab beigetreten ist.

Luxemburg, den 18. Januar 1897.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung, betreffend die Veröffentlichung der Branntwein-Niederlageordnung.

Der Niederlageverkehr mit unter Steueraufsicht stehendem, aus der deutschen Branntwein-Steuergemeinschaft stammendem Branntweine unterliegt innerhalb des Großherzogthums den nachstehenden Bestimmungen:

Branntwein-Niederlageordnung. *)

A. Öffentliche Niederlagen.

I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. — Die Lagerung von unter Steueraufsicht stehendem, aus der deutschen Branntwein-Steuergemeinschaft stammendem Branntweine kann in den für unverzollte Waaren bestimmten oder mit Bewilligung der Zollbehörden ausschließlich für die Niederlegung unversteuerten, aus der deutschen Branntweingemeinschaft stammenden Branntweins eingerichteten öffentlichen Niederlagen erfolgen.

Auf die Lagerung finden die §§ 97 bis einschließlich 106 des durch Gesetz vom 11. Dezember 1869 veröffentlichten Vereinszollgesetzes entsprechende Anwendung, soweit nicht die §§ 2 bis 38 dieser Ordnung abweichende Bestimmung treffen.

§ 2. — Als Niederleger gilt derjenige, welchen die Zollbehörde gemäß § 12 als zur Verfü- gung über den niedergelegten Branntwein befugt anerkennt.

Wer die Niederlage betreten will oder sie verläßt, hat sich bei dem die Aufsicht führenden Zollbeamten zu melden. Auch können die Personen, die die Niederlage verlassen, nach Maßgabe des § 127 des Vereinszollgesetzes einer körperlichen Untersuchung unterworfen werden.

§ 3. — In der Regel dürfen nur am Orte der Niederlage wohnhafte Personen diese benutzen und müssen Auswärtige, die sich der Niederlage bedienen wollen, einen am Orte wohn- haften Vertreter bestellen. Es steht jedoch für den Fall, daß der bezeichnete Empfänger des Branntweins binnen der zur Anmeldung vorgeschriebenen Frist entweder nicht auszumitteln ist oder die Annahme und Anmeldung des Branntweins verweigert, dem Waarenführer, auch wenn er am Orte nicht wohnhaft ist, frei, den Branntwein auf seinen Namen zur Niederlage anzumelden.

Wacht der Waarenführer von dem ihm eingeräumten Rechte keinen Gebrauch, so kann das

*) Die in dieser Ordnung bezeichneten Formulare sind hier nicht abgedruckt; dieselben können bei dem Haupt-Zollamte eingesehen werden.

Amt von Amtswegen einen Expeditur oder eine sonst geeignete Person veranlassen, den Branntwein anstatt des bezeichneten Empfängers zur Niederlage anzumelden.

§ 4. — Der in eine für unverzollte Waaren bestimmte öffentliche Niederlage aufgenommene steuerpflichtige, aus der deutschen Branntweinsteuergemeinschaft stammende Branntwein behält die Eigenschaft als solcher nur dann bei, wenn darin entweder ausländischer Branntwein überhaupt nicht lagert, oder eine räumlich getrennte Lagerung des ausländischen zollpflichtigen und des steuerpflichtigen Branntweins stattfindet. Der Niederleger hat, falls dem Branntweine die steuerpflichtige Eigenschaft gewahrt bleiben soll, in dem Abfertigungspapiere einen entsprechenden Antrag zu stellen.

Auf Branntwein, der die Eigenschaft einer unverzollten Waare annimmt, finden die Vorschriften des Zoll-Niederlageregulativs Anwendung.

§ 5. — Branntwein darf nur in völlig dichten, guten und deutlich bezeichneten Umschließungen zur Niederlage angenommen werden.

II. Branntwein-Niederlageregister.

§ 6. — Ueber den in öffentliche Niederlagen eingelagerten Branntwein wird, sofern er nicht nach Maßgabe des § 4 die Eigenschaft unverzollten ausländischen Branntweins annimmt, ein Branntwein-Niederlageregister nach Anlage 1 für den Zeitraum des Staatsjahres geführt.

Das Niederlageregister erhält für jeden Niederleger eine besondere — je nach dem Umfange der stattfindenden Einlagerungen eine oder mehrere Blattseiten umfassende — Abtheilung mit fortlaufender Ziffer und ist mit Inhaltsverzeichnis nach der Buchstabenfolge zu versehen; seine Blätter sind fortlaufend zu nummeriren.

Die An- oder Abschreibungen im Niederlageregister haben in genauer Uebereinstimmung mit den Angaben in dem Revisionsbefunde des An- oder Abmeldungs-papieres zu erfolgen.

Das Niederlageregister kann nach dem Jahreschlusse noch drei Monate bei dem Niederlage-ame zurückbleiben und während dieser Zeit zur Abschreibung des bis dahin aus der Niederlage abgemeldeten Branntweins offen gehalten werden.

Die Anschreibung des vom Beginne des neuen Staatsjahres ab zur Aufnahme in die Niederlage angemeldeten Branntweins erfolgt dagegen in dem neuen Niederlageregister.

Sobald alle eingetragenen Branntweinposten erledigt sind, spätestens nach dem Schlusse des funfzehnmönatlichen Zeitabschnittes (Absatz 4) ist das alte Niederlageregister endgültig abzuschließen. Die alsdann nach Inhalt des Registers noch in der Niederlage befindlichen Branntweinposten sind in das mit dem Beginn des Staatsjahres neu angelegte Niederlageregister hinter den darin bereits erfolgten neuen Anschreibungen und mit der Ueberschrift „Aus dem Vorjahre übertragen“ unter fortlaufenden Nummern zu übernehmen. Dabei ist in Spalte 2 der Tag der Einlagerung des Branntweins und in die Spalten 3 und 4 der Hinweis auf die betreffenden Eintragungen im alten Niederlageregister aufzunehmen. Mit der Anschreibung neuer Posten wird demnächst hinter den Uebertragungen unter der Ueberschrift „Laufende Anschreibungen“ fortzufahren. Die Uebertragungen hat der Oberinspektor oder ein anderer vom Hauptamte besonders damit betrauter Oberbeamter zu prüfen und ihre Richtigkeit in dem endgültig abgeschlossenen Niederlageregister zu bescheinigen.

Binnen einer von der Zolldirektion zu bestimmenden Frist nach dem endgültigen Abschlusse ist das Niederlageregister nebst Belägen zur Nachprüfung an die Zolldirektion einzureichen.

Die der Aufschreibung des Branntweins im Niederlageregister zu Grunde liegenden Abfertigungspapiere (§ 7) werden Beläge zu dem betreffenden Korrekturregister, die Abmeldungs-papiere (§ 29) Beläge zu dem Register, in dem der im Niederlageregister abgeschriebene Branntwein weiter nachgewiesen wird. (Verf. auch § 52, Absatz 7.)

III. Anmeldung und Abfertigung zur Niederlage.

§ 7. — Für die Anmeldung von Branntwein zur Niederlage gelten folgende Vorschriften:

a) Geht der Branntwein mit Branntweinbegleitschein I bei dem Niederlageamte ein, so hat der Niederleger gemäß § 39 Absatz 2 unter b der Branntwein-Begleitscheinordnung einen Auszug aus dem Begleitscheine in zweifacher Ausfertigung zu übergeben; mit dem Begleitscheine und dem Auszuge ist nach Maßgabe des § 39 Absatz 3 und 4 der genannten Ordnung zu verfahren. Die eine Ausfertigung des Auszuges bleibt demnächst bei dem erledigten Begleitscheine, während die andere gemäß § 12 Absatz 1 als Niederlagechein dient.

b) Erfolgt die Ueberführung des Branntweins in die Niederlage aus einem Branntwein-Privat-lager desselben Orts ohne Ausfertigung eines Branntweinbegleitscheines I gemäß § 66 unter c, so ist als Anmeldungspapier die eine Ausfertigung der Abmeldung zu verwenden, die andere Ausfertigung erhält der Niederleger gemäß § 12 Absatz 1 als Niederlagechein zurück.

§ 8. — Unterliegt der zur Niederlage angemeldete Branntwein verschiedenen Abgabensätzen, so ist er — abgesehen von den in § 38 vorgegebenen Fällen — bei der Aufnahme in die Niederlage nach den verschiedenen Abgabensätzen zu trennen, derart, daß für ein zur Einlagerung kommendes Gefäß immer nur ein Abgabensatz im Niederlageregister zur Aufschreibung kommt.

Ausnahmen hiervon sind nur für einzelne Gefäße zulässig, soweit die verschiedenen Abgabensätzen unterliegenden Branntweinnengen nicht jede für sich ein volles Gefäß ausmachen.

§ 9. — Auf Grund des vorgelegten Anmeldungspapieres (§ 7) ist von den Abfertigungsbeamten die Feststellung der Litermenge reinen Alkohols, die in dem zur Aufnahme in die Niederlage angemeldeten Branntweine enthalten ist, vorzunehmen. Der Befund ist in den beiden Ausfertigungen des Anmeldungspapieres zu vermerken.

Die Feststellung der Alkoholmenge kann auf den schriftlichen Antrag des Niederlegers im Anmeldungspapier unterbleiben und das Ergebnis der vorangegangenen Abfertigung der weiteren Behandlung zu Grunde gelegt werden:

a) wenn der Branntwein seit der vorangegangenen Abfertigung ununterbrochen unter amtlichem Raumverschlusse oder unter amtlicher Begleitung oder Verwahrung gestanden hat, oder

b) wenn der Niederleger sich in dem oben erwähnten Antrage zugleich damit einverstanden erklärt, daß die bei der Vorabfertigung ermittelte Litermenge reinen Alkohols der Aufschreibung im Niederlageregister und der späteren Besteuerung zu Grunde gelegt oder, falls die Branntweinpost in Zukunft unter nochmaliger Feststellung der Litermenge reinen Alkohols zur Umfüllung in der Niederlage oder ohne vorhergegangene Umfüllung zur anderweiten Abfertigung aus der Niederlage gelangt, eine hierbei etwa ermittelte Fehlmenge versteuert wird. Derartiger Branntwein darf, solange eine amtliche Feststellung seiner Litermenge reinen Alkohols in der Niederlage nicht stattgefunden hat, mit unter andern Voraussetzungen in die Niederlage aufgenommenem Branntweine nicht vermischt werden; ist er aber in der Niederlage unter Feststellung seiner

Litermenge reinen Alkohols umgefüllt worden, so wird er von der Umfüllung ab wie unter andern Voraussetzungen in die Niederlage aufgenommenen Branntwein behandelt. (S. auch § 23 Absatz 3.)

§ 10. — Ergiebt die amtliche Feststellung der Litermenge reinen Alkohols bei der Aufnahme in die Niederlage gegen die Vorabfertigung eine *F e h l m e n g e*, so ist die durch die Feststellung beim Niederlageamte ermittelte Litermenge reinen Alkohols im Niederlageregister anzuschreiben, wegen Behandlung der ermittelten Fehlmenge aber nach Maßgabe der §§ 45 bis 48 der Branntwein-Begleitscheinordnung weiter zu verfahren.

Ergiebt die Feststellung ein *M e h r*, so ist — unbeschadet der Untersuchung wegen etwaiger Irrthümer — gleichfalls das Ergebnis der beim Niederlageamte vorgenommenen Feststellung, gegebenenfalls unter Beachtung des § 49 Absatz 2 der Branntwein-Begleitscheinordnung, der Anschreibung im Niederlageregister zu Grunde zu legen.

Wird die Litermenge reinen Alkohols bei der Einlagerung in die Niederlage nicht nochmals festgestellt (§ 9 Absatz 2), so sind die in dem betreffenden Anmeldepapiere (§ 7) enthaltenen Angaben über die Vorabfertigung der Anschreibung im Niederlageregister zu Grunde zu legen.

§ 11. — Nach beendeter Abfertigung hat der Niederleger den Branntwein auf eigene Kosten an denjenigen Ort der Lagerräume zu schaffen, welcher für die Lagerung angewiesen wird.

Soweit der Raum es gestattet und nicht andere Umstände entgegenstehen, ist der Branntwein eines jeden Niederlegers beisammen zu lagern.

Die zu einer Branntweinpost gehörenden Gefäße sind in übersichtlicher Weise zusammen und gesondert von den übrigen Posten zu lagern.

IV. Niederlagescheine.

§ 12. — Nach geschetzener Niederlegung wird dem Niederleger eine, hinsichtlich der Eintragung in das Niederlageregister bescheinigte Ausfertigung der im § 7 bezeichneten Anmeldepapiere zugestellt, die ihm als Niederlageschein dient.

Die Zollverwaltung ist befugt, denjenigen, welcher ihr den Niederlageschein vorlegt, als zur Verfügung über den darin bezeichneten Branntwein berechtigt anzusehen, und nicht verpflichtet, auf eine nähere Prüfung einzugehen, ob er rechtmäßiger Besitzer des Niederlagescheines ist.

Sollte jedoch ein Schein in unrechte Hände gekommen sein und dies von demjenigen, für den es von Bedeutung ist, dem Amte angezeigt werden, so hat dieses hierüber einen Vermerk im Niederlageregister zu machen und solange keine Verfügung über den Branntwein zuzulassen, bis über den rechtmäßigen Besitz des Niederlagescheines von der zuständigen Behörde entschieden worden ist.

§ 13. — Soll Branntwein, der in der Niederlage lagert, auf den Namen eines andern Niederlegers umgeschrieben werden, so ist dem Amte der Niederlageschein mit einem entsprechenden schriftlichen Antrage, der sowohl von dem bisherigen als auch von dem zukünftigen Niederleger zu vollziehen ist, vorzulegen. Wenn kein Bedenken obwaltet, so findet die Umschreibung im Niederlageregister und auf dem Niederlagescheine, bei Uebertragung einer Theilpost aber die Abschreibung auf dem Niederlagescheine und die Ausstellung eines neuen Niederlagescheines statt. (S. auch § 15.)

§ 14. — Sollte ein Niederlageschein verloren gehen, so muß der Niederleger dem Amte davon Nachricht geben. Nachdem der Niederlageschein in Gemäßheit der bestehenden Bestimmungen für

ungültig erklärt und dies dem Niederlageamte nachgewiesen worden, wird im Niederlageregister das Nöthige vermerkt, ein zweiter Niederlagescchein ausgefertigt und darin auf die erfolgte Ungültigkeitserklärung der ersten Ausfertigung hingewiesen.

Meldet sich, nach erfolgter Benachrichtigung des Amtes von dem Verluste eines Niederlagescheines und bevor dieser für ungültig erklärt worden ist, ein dritter Besitzer des Scheines, so muß das Niederlageamt rechtskräftige richterliche Entscheidung darüber abwarten, wer über den niedergelegten Branntwein zu verfügen hat. In der Zwischenzeit ernennt das Amt einen Vertreter des Eigenthümers, der auf dessen Kosten und, wie dieser selbst, für die Erhaltung und Beaufsichtigung des Branntweins zu sorgen hat.

§ 15. — Jede Abschreibung im Niederlageregister ist vom Amte auf dem vorzulegenden Niederlagescheine zu vermerken. Wird durch die Abschreibung nicht der ganze Inhalt eines Niederlagescheines erledigt, so erhält der Niederleger den Schein zurück, andernfalls verbleibt der Schein beim Amte als Belag zum Niederlageregister.

V. Aufbewahrung und Behandlung auf der Niederlage.

a) Ordnung und Aufsicht in der Niederlage.

§ 16. — Die Niederlageverwaltung hat für die Sicherung des lagernden Branntweins nach Maßgabe des § 102 des Vereinszollgesetzes zu sorgen.

Die Niederleger sind verbunden, die an sie ergebenden Anweisungen des Niederlageverwalters zur Aufrechterhaltung der Ordnung und zur Verhütung oder Beseitigung von Beschädigungen zu befolgen.

Im Falle fortgesetzter Saumniß eines Niederlegers ist er zur Ergreifung der für die Erhaltung des Branntweins erforderlichen Maßregeln oder zur Entnahme aus der Niederlage vom Amte schriftlich unter Bestimmung einer angemessenen Frist mit der Verwarnung aufzufordern, daß andernfalls von Amtswegen das Nöthige auf seine Kosten werde verfügt werden.

§ 17. — Der Niederleger hat auch seinerseits über den lagernden Branntwein Aufsicht zu führen. Es bleibt ihm überlassen, an die einzelnen Gefäße einen Privatverschluß anzulegen; in diesem Falle ist die Art des Verschlusses in dem Anmeldungspapire (§ 7) zu bemerken. Der Niederleger hat ferner von Zeit zu Zeit nach dem Branntweine zu sehen und mit darüber zu wachen, daß er durch seine Lage u. s. w. nicht leidet, auch, wenn er solches wahrnimmt, den Niederlageverwalter darauf aufmerksam zu machen.

§ 18. — Der Branntwein darf von der einmal durch den Niederlageverwalter angewiesenen Stelle nur mit dessen Erlaubniß verjezt werden; hierbei ist nach der Anweisung des Niederlageverwalters zu verfahren. Wünscht der Niederleger, in der Annahme, daß sein Branntwein nicht gut lagere, eine andere Lagerstelle, so wird ihm diese, wenn die Verjezung ohne Störung geschehen kann und sonst kein Hinderniß entgegensteht, gewährt werden.

Kann sich der Niederleger hierüber mit dem Niederlageverwalter nicht einigen, so entscheidet der Amtsvorstand.

b. Entnahme von Proben.

§ 19. — Dem Niederleger ist gestattet, auf schriftliche Anmeldung bei dem Amte, kleinere Proben von dem niedergelegten Branntweine zu entnehmen. Das Oeffnen der Gefäße, die Entnahme der Proben und die neue Verschließung der Gefäße muß unter amtlicher Aufsicht geschehen.

Das Nettogewicht des als Probe entnommenen Branntweins muß genau 0,1 Klg. oder ein Vielfaches davon betragen und ist im Niederlageregister bei der betreffenden Post zu vermerken. Bei der Räumung der Post sind die entnommenen Proben, falls die Postpost versteuert werden soll, mit dieser, andernfalls auf Grund einer vom Niederleger besonders einzureichenden Abmeldung (§ 29 unter a) zur Versteuerung zu ziehen. Im letzteren Falle ist der Feststellung der in den Proben enthaltenen Litermenge reinen Alkohols die bei der Einlagerung ermittelte oder angenommene wahre Stärke in Gewichtsprozenten zu Grunde zu legen.

c. Bereitstellung zur Besichtigung.

§ 20. — Wo nicht schon die Entnahme und Prüfung von Proben genügt, kann auch die vorübergehende Bereitstellung des Branntweins zur Besichtigung durch den Krüfer in der Niederlage gestattet werden.

Die Auslegung von Branntwein zum Verkaufe in der Niederlage ist nicht erlaubt.

d. Um- und Auffüllung.

§ 21. — Die zur Verfügung über den lagernden Branntwein berechtigten Personen sind befugt, in der Niederlage unter Aufsicht der Beamten den Branntwein befuß der Theilung, Erhaltung und sonstiger mit dem Zwecke der Niederlage vereinbar Behandlung umzufüllen, wenn geeignete Räumlichkeiten dazu vorhanden sind. Es können indessen von der Kolldirektion nach den örtlichen Verhältnissen für einzelne Niederlagen gewisse Grenzen festgesetzt werden, innerhalb deren die Theilung nur stattfinden darf.

Zur Ergänzung, Auffüllung u. s. w. des steuerpflichtigen Branntweins kann Branntwein aus dem freien Verkehr in die Niederlage eingebracht werden. Die hierzu bestimmte Menge muß dem Niederlageamte nach Litern reinen Alkohols schriftlich angemeldet werden. Zu der Anmeldung kann ein Vordruck nach Anlage 2 (§ 22) benutzt werden, wobei von dem Anmelder nur die Spalten 3, 8 und 11 auszufüllen sind. Die Alkoholmengen, die in die einzelnen Gefäße nachgefüllt werden sollen, sind demnächst vor dem Einlasse in die Lagerräume von den Abfertigungsbeamten besonders festzustellen und dem steuerpflichtigen Lagerbestande der einzelnen Fässer sowohl im Niederlageregister als im Niederlageschein zuzuschreiben. Einer Verwiegung oder Alkoholermittelung bedarf es bei den aufzufüllenden Gebinden weder vor noch nach der Auffüllung. Die Anmeldung, in der die Abfertigungsbeamten ihren Revisionsbefund — und zwar, bei Benutzung eines Vordruckes nach Anlage 2 als Anmeldung, in die Spalten 14 bis 21 und 24 bis 26 — niederzuschreiben haben, wird Belag zum Niederlageregister.

§ 22. — Jede Umfüllung (§ 21 Absatz 1) ist dem Amte zuvor mittels einer Anmeldung nach Anlage 2 unter Vorlegung des Niederlagescheines schriftlich anzumelden und erst, nachdem von dem Amte die erforderliche Aufsicht angeordnet worden ist, vorzunehmen.

Der § 30 findet entsprechende Anwendung.

§ 23. — Nach jeder Umfüllung oder Theilung einer Branntweinpost ist die Litermenge reinen Alkohols für jedes neu befüllte Gefäß amtlich festzustellen. Die Branntweinpost wird dann im Niederlageregister ab- und nach Maßgabe der neuen Feststellung wieder angeschrieben, auch der Niederlageschein hiernach berichtigt oder ein neuer ausgestellt.

Wird der Inhalt eines in der Niederlage ruhenden Gefäßes ganz oder theilweise zum Auffüllen anderer Gefäße benutzt, so finden die Vorschriften des § 21 Absatz 2 entsprechende Anwendung.

Wenn ein Gefäß, aus dem in andere Gefäße umgefüllt worden ist, oder aus dem andere Gefäße aufgefüllt worden sind, hierbei nicht vollständig entleert worden ist und noch auf der Niederlage verbleiben soll, so kann auf Antrag von der Feststellung der in diesem Gefäße verbliebenen Litermenge reinen Alkohols durch Verwiegung abgesehen werden, dergestalt, daß nur eine Abschreibung der Gesamtalkoholmenge des aus ihm entnommenen Branntweins von der Einlagerungsmenge im Niederlageregister und im Niederlagescheine erfolgt.

Abweichungen von der ursprünglich im Niederlageregister angeschriebenen Litermenge reinen Alkohols, die sich bei der Um- oder Auffüllung herausstellen, sind sofort aufzuklären. Sich hierbei ergebende Fehl- oder Mehrmengen sind in sinngemäßer Anwendung der §§ 32 und 33 zur Besteuerung oder zur Anschreibung im Niederlageregister zu bringen.

§ 24. — Sind in einer für unverzollte Waaren bestimmten öffentlichen Niederlage, in der gemäß § 4 Absatz 1 die Lagerung steuerpflichtigen, aus der deutschen Branntweinsteuergemeinschaft stammenden Branntweins gestattet worden ist, bei der Um- oder Auffüllung des letzteren Gefäße leer geworden, so dürfen sie ohne Zollentrichtung aus der Niederlage abgelaßen werden.

§ 25. — Wird Branntwein, der verschiedenen Abgabensätzen unterliegt, in der Niederlage gemischt, so ist die gesammte aus der Mischung hervorgegangene Menge binirt zu dem höchsten der in Frage kommenden Zuschlagsätze anzuschreiben. Wird bei einer Um- oder Auffüllung eine Mehrmenge festgestellt (§ 23 Absatz 4), so ist diese Mehrmenge gemäß § 32 unter c anzuschreiben.

Wird Branntwein, für den die Maischbottich- oder Branntweinmaterialsteuer erhoben worden ist, mit Branntwein gemischt, bei dem dies nicht der Fall ist, so wird die gesammte aus der Mischung hervorgegangene Menge von neuem als Branntwein angeschrieben, für den die Maischbottich- oder Branntweinmaterialsteuer nicht erhoben worden ist.

v. Steuerfreie Abschreibung von verdorbenem Branntwein.

§ 26. — Die von steuerpflichtigem Branntweine ausgesonderten Unreinigkeiten, desgleichen in der Niederlage verdorbene oder in eine andere Beschaffenheit, in der sie einer Abgabe für Branntwein nicht unterliegen würden, übergegangene Branntweinemengen können mit Genehmigung des Amtsvorstandes auf schriftlichen Antrag des Niederlegers nach amtlicher Feststellung vernichtet und demnächst im Niederlageregister steuerfrei abgeschrieben werden. Der Antrag des Niederlegers dient mit einer über die stattgehabte Vernichtung aufzunehmenden Verhandlung als Belag für die Abschreibung im Niederlageregister.

f. Bestandesrevision.

§ 27. — Die Branntweinbestände der Niederlage sind von Zeit zu Zeit durch den Oberinspektor oder durch einen von ihm beauftragten oberen Beamten einer Bestandesrevision zu unterwerfen. In welchem Zeitpunkte und in welchem Umfange sie stattzufinden hat, bestimmt die Zolldirektion.

Die Niederleger haben zum Zwecke der Bestandesrevision auf Verlangen Bestandeserklärungen abzugeben, die von einem mit der Führung des Niederlageregisters nicht beauftragten Beamten durch Vergleichung mit dem Niederlageregister zu prüfen und hinsichtlich ihrer Richtigkeit und Vollständigkeit zu bescheinigen sind.

g. Lagerfrist.

§ 28. — Der zur Niederlage gebrachte Branntwein darf in der Regel in der allgemeinen Niederlage nicht über fünf Jahre (§ 98 Absatz 2 des Vereinszollgesetzes) und in der beschränkten Niederlage nicht über sechs Monate (§ 105 Absatz 1 des Vereinszollgesetzes) lagern.

Mit Genehmigung der Zolldirektion kann ausnahmsweise in einzelnen Fällen eine Verlängerung der Lagerfrist eintreten.

VI. Abmeldung und Abfertigung aus der Niederlage.

§ 29. — Soll Branntwein aus der Niederlage entnommen werden, so hat der Niederleger, unter Vorlegung des Niederlageschemas, dem Führer des Niederlagerregisters ein der Bestimmung des Branntweins entsprechendes Abmeldungspapier nach Maßgabe der folgenden Vorschriften zu übergeben:

a) Soll der Branntwein versteuert werden, so ist eine Abmeldung nach Anlage 3 in einfacher Ausfertigung vorzulegen.

b) Soll der Branntwein außerhalb des Orts, wo die Niederlage sich befindet, versandt oder durch die Zollbehörde der Steuerbehörde behufs Ueberwachung der Denaturierung oder der steuerfreien Verwendung in undenaturiertem Zustande überwiesen werden, so ist ein Branntweinbegleitschein I nach Anlage 3 der Branntwein-Begleitscheinordnung in zweifacher Ausfertigung abzugeben.

Das weitere Verfahren regelt sich hierbei, je nachdem der Branntwein zur Versendung innerhalb des Großherzogthums oder zur Ausfuhr gelangen soll, nach den entsprechenden Bestimmungen der Branntwein-Begleitschein- oder der zu erlassenden Branntwein-Steuerbefreiungsordnung.

c) Soll der Branntwein aus der öffentlichen Niederlage in ein Privatlager desselben Orts übergeführt werden, so ist eine Abmeldung nach Anlage 3 dieser Ordnung als Begleitpapier zu verwenden unter Ausfüllung und Unterzeichnung der auf der Reverso gedruckten Annahmeerklärung durch den Versender des Branntweins. Die Abmeldung ist in zweifacher Ausfertigung dem Niederlageamte zu übergeben.

Geht in diesem Falle die Ueberführung des Branntweins unter amtlicher Begleitung, so ist nach erfolgter Vorabfertigung die eine Ausfertigung dem begleitenden Beamten auszuhändigen, der demnächst die ununterbrochen bis zum Bestimmungsorte ausgeführte Begleitung des Branntweins und die wegen dessen weiterer Beaufsichtigung u. s. w. getroffenen Maßregeln auf dem Papiere zu bescheinigen und sodann das letztere der Abfertigungsstelle zur Herbeiführung der Schlußabfertigung zu übergeben hat.

Wird die Ueberführung dagegen ohne amtliche Begleitung bewirkt, so erhält der Versender diejenige Ausfertigung, welche die Branntweinsendung zu begleiten hat zur Aushändigung an den Empfänger des Branntweins; die zweite Ausfertigung bleibt bei der Abfertigungsstelle zurück.

Im Uebrigen finden die Vorschriften des § 6 Absatz 2 und 3, §§ 7, 9 bis 11, 13 bis 22, 24 Absatz 1, §§ 25, 27 Absatz 3 und 4, § 35 Absatz 1, §§ 36, 38, § 39 Absatz 4, § 41 Absatz 1, 2 und 4 und §§ 43 bis 50 der Branntwein-Begleitscheinordnung sinngemäße Anwendung.

Der Nachweis der ordnungsmäßigen Erledigung des genannten Abfertigungspapieres wird von den Abfertigungsbeamten nach stattgehabter Schlußabfertigung durch Ausfüllung und

Vollziehung der auf Seite 4 der Papiere vordruckten Bescheinigung über die erfolgte Niederlegung des Branntweins geführt. (S. ferner § 52 Absatz 6 dieser Ordnung.)

Im Falle des Bedürfnisses kann auch für den Verkehr zwischen verschiedenen Abfertigungsstellen desselben Orts, die selbständige Registerführung haben, von der Zollverwaltung entsprechende Erleichterung zugelassen werden.

§ 30. — Der Führer des Niederlageregisters hat die Angaben in dem nach § 29 eingereichten Abmeldungs-papiere mit dem Niederlageregister zu vergleichen und die Uebereinstimmung oder die Verichnung in dem Papiere zu bescheinigen, auch diejenigen Bemerkungen hinzuzufügen, welche sich auf die früher stattgehabten amtlichen Feststellungen — insbesondere auch darauf, ob die Umschreibung im Niederlageregister s. Zt. gemäß § 9 Absatz 2 unter b erfolgt ist — und sonst auf die weitere Abfertigung des Branntweins beziehen.

§ 31. — Auf Grund des vorgelegten Abmeldungs-papieres ist von den Abfertigungsbeamten die Feststellung der Litermenge reinen Alkohols, die in dem zur Entnahme aus der Niederlage bestimmten Branntweine enthalten ist, vorzunehmen.

Soll Branntwein zur Besteuerung abgefertigt werden, so kann, falls der Niederleger sich in der für Anträge vorgesehenen Spalte der Abmeldung ausdrücklich damit einverstanden erklärt, die Feststellung der Litermenge reinen Alkohols unterbleiben und die bei der Einlagerung oder Umrückung angeschriebene Alkoholmenge der Auslagerungsabfertigung zu Grunde gelegt werden. Im Falle des § 34 Absatz 1 jedoch, sowie, wenn Grund zu dem Verdachte vorliegt, daß ein Theil des Branntweins während der Lagerung heimlich entfernt worden ist, darf von der Feststellung der Litermenge reinen Alkohols nicht abgesehen werden.

§ 32. — Findet bei der Auslagerung des Branntweins eine Ermittlung der Litermenge reinen Alkohols statt, so kommen bezüglich etwaiger hierbei festgestellter Abweichungen von den bei der Einlagerung oder Umrückung des Branntweins im Niederlageregister erfolgten Umschreibungen folgende Grundsätze zur Anwendung:

a) Wird eine F e h l m e n g e an Litern reinen Alkohols gegen die bei der Einlagerung oder Umrückung angeschriebene Alkoholmenge ermittelt, so gelten — vorbehaltlich der Bestimmungen unter b — die folgenden Vorschriften:

1. Soweit die festgestellte Fehlmeng e lediglich durch zufällige Ereignisse oder durch natürliche Einflüsse (Einschleppen, Verdunsten oder gewöhnliche Verdunstung) herbeigeführt ist, darf sie — ausgenommen den Fall des § 9 Absatz 2 unter b — unter entsprechender Begründung im Abfertigungs-papiere steuerfrei gelassen und die Auslagerungsmenge der weiteren Abfertigung zu Grunde gelegt werden.

2. Treffen die Voraussetzungen unter 1 nicht zu oder handelt es sich um den Fall des § 9 Absatz 2 unter b, so ist die Auslagerungsmenge zwar gleichfalls der weiteren Abfertigung zu Grunde zu legen, die ermittelte Fehlmeng e aber sofort besonders — oder, falls die Auslagerungsmenge versteuert werden soll, mit dieser — zur Besteuerung zu ziehen, vorbehaltlich des einzuleitenden Strafverfahrens, wenn der Verdacht vorliegt, daß die Fehlmeng e infolge heimlicher Entfernung eines Theiles des Branntweins aus der Niederlage entstanden sei.

b) Wird bei der Auslagerung von v e r s c h i e d e n e n Abgabensätzen unterliegendem Branntweine, der gemäß § 8 in e i n e m Gefäße eingelagert worden ist und der auch inzwischen eine Umrückung gemäß § 25 nicht erfahren hat, gegenüber der Umschreibung im Niederlageregister eine F e h l m e n g e festgestellt, so ist diese nach dem Verhältnisse der im Niederlageregister zu

den verschiedenen Abgabensätzen angeschriebenen Alkoholmengen auf letztere in Anrechnung zu bringen und sodann nach Maßgabe der Vorschriften unter a weiter zu verfahren.

c) Ergiebt sich bei der Auslagerung ein Mehrbefund an Litern reinen Alkohols, so bildet — unbeschadet der Untersuchung wegen etwaiger Irrthümer — die Auslagerungsmenge die Grundlage der Abfertigung. Auf die Mehrmenge ist stets der Verbrauchsabgabensatz, von 0,70 Mk. für das Liter reinen Alkohols und der auf der Branntweinpost etwa ruhende Zuschlagsatz — bei verschiedenen Zuschlagsätzen der höchste — in Ansatz zu bringen.

§ 33. — Bei Branntweinposten, die aus mehreren Gefäßen bestehen, kann jedes einzelne Gefäß, dessen Litermenge reinen Alkohols bei der Einlagerung oder Umfüllung im Niederlageregister besonders angeschrieben worden ist, bei der Auslagerung bezüglich der Abweichungen (§ 32) als eine für sich bestehende Branntweinpost behandelt werden.

§ 34. — Wird eine aus mehreren Gefäßen bestehende Branntweinpost, für die die Litermenge reinen Alkohols bei der Einlagerung nach Maßgabe des § 8 Absatz 1 und 6 der Anleitung zur Ermittlung des Alkoholgehaltes im Branntweine auf Grund einer einzigen Durchschnittsprobe ermittelt und demgemäß in einer Gesamtmenge im Niederlageregister angeschrieben ist, demnächst in Theilmengen aus der Niederlage entnommen, so ist der Abfertigung jeder dieser Theilmengen die bei der Auslagerung zu ermittelnde Litermenge reinen Alkohols zu Grunde zu legen.

Ergiebt sich hierbei im ganzen eine Fehlmenge oder ein Mehrbefund gegen die Einlagerungsmenge, so kommen bei der Abfertigung der letzten Theilpost die im § 32 ausgesprochenen Grundsätze zur Anwendung.

§ 35. — Der Branntwein wird gegen Vorzeigung der Steuerquittung oder der betreffenden Abfertigungspapiere und, falls Lagergeld zu erheben war, einer weiteren Quittung über dieses aus der Niederlage abgelassen. Es erfolgt demnächst seine Abschreibung im Niederlageregister. Binnen 24 Stunden nach beendeter Abfertigung muß der Branntwein aus der Niederlage entfernt werden.

§ 36. — Wo Lagergeld erhoben wird, soll es für jede Niederlage nach dem örtlichen Bedarf zur Deckung der Kosten festgestellt werden, jedoch, sofern die Niederlagen für Rechnung des Staates verwaltet werden, 25 Pfennig für je 100 kg und 1 Monat nicht übersteigen. Von Branntweinposten im Gewichte von weniger als 100 kg. wird der Satz für 100 kg. erhoben. Ueberschießende Mengen bis zu 50 kg. bleiben außer Betracht, 50 kg. und darüber gelten dagegen für volle 100 kg.

Das Lagergeld ist von dem bei der Einlagerung des Branntweins angeschriebenen und im Falle einer Umfüllung von dem dabei ermittelten Bruttogewicht zu erheben.

Die Zollverwaltung ist ermächtigt, die Höhe des nach Absatz 1 zu erhebenden Lagergeldes festzustellen.

§ 37. — Mit Branntwein, dessen Verfügungsberechtigter unbekannt ist, oder dessen Abnahme von der Niederlage nach Ablauf der Lagerfrist (§ 28) von dem der Zollbehörde bekannten Verfügungsberechtigten verweigert wird, ist nach § 104 des Vereinszollgesetzes zu verfahren.

Bleibt in solchen Fällen beim öffentlichen Verkaufe des Branntweins das Meistgebot nach Abzug der Kosten hinter dem Betrage der Abgabe zurück, oder wird beim Verkaufe zum Zwecke der Denaturirung oder Ausfuhr ein die Kosten deckendes Gebot nicht erzielt, so ist der Zuschlag

zu versagen. Die Zolldirektion kann Ausnahmen zulassen, wenn der Ausfall der Abgabe oder der Kosten zehn Prozent nicht übersteigt.

VII. Einrichtung von Branntwein-Privatlager in öffentlichen Niederlagen

§ 38. — In der öffentlichen Niederlage können nach näherer Bestimmung der Zolldirektion für einzelne Niederleger auch

- a) zur ständigen Benutzung bestimmte Branntweingefäße, oder
 - b) abgeordnete verschließbare Räume, für deren Einrichtung und Erhaltung der Niederleger nach Anleitung des Niederlageamtes Sorge zu tragen hat,
- zur Lagerung steuerpflichtigen, aus der deutschen Branntweinsteuergemeinschaft stammenden Branntweins mit der Maßgabe zugelassen werden, daß darauf die für die Branntwein-Privatlager gegebenen Vorschriften (§§ 39 bis 83) entsprechende Anwendung finden.

B. Privatlager.

VIII. Vorbedingungen für die Bewilligung eines Privatlagers.

§ 39. — Die Lagerung von unter Steueraufsicht stehendem, aus der deutschen Branntweinsteuergemeinschaft stammendem Branntwein kann von der Zolldirektion auch in ausschließlich für die Niederlegung solchen Branntweins bestimmten, unter amtlichem Mitverfusse stehenden Privatlager widerrieflich zugelassen werden.

Allgemeine Voraussetzungen für die Bewilligung eines derartigen Branntwein-Privatlagers sind:

a) Der ~~Besitzer~~ des Privatlagers muß:

- 1. das Vertrauen der Zollverwaltung genießen,
- 2. ordnungsmäßige kaufmännische Bücher führen,
- 3. entweder selbst am Orte, wo sich das Lager befindet, wohnen oder einen dort wohnhaften geeigneten Vertreter bestellen.

b) Das Privatlager muß sich, soweit nicht die Zolldirektion Ausnahmen zuläßt, am Orte einer mit wenigstens zwei Beamten besetzten Zoll- oder Steuerstelle befinden.

c) Der für das Privatlager bestimmte Raum muß ein zusammenhängendes und möglichst von einem Punkte seines Innern zu übersehendes Ganzes bilden, auch seiner baulichen Einrichtung nach eine so vollständige Abschließung ermöglichen, daß nach Anlegung des amtlichen Verschlusses (§ 62) ohne dessen Lösung oder ohne leicht wahrnehmbare Beschädigung der Umschließung des Lagerraumes Branntwein weder in ihn hineingebracht noch aus ihm entfernt werden kann.

Soll das Privatlager in mehreren von einander unabhängigen Räumen u. s. w. untergebracht werden, so muß jeder einzelne von ihnen den vorstehenden Vorschriften entsprechen.

IX. Antrag auf Bewilligung des Privatlagers; Anmeldung der Räume und Geräte.

§ 40. — Die Bewilligung des Privatlagers ist bei dem Hauptamte schriftlich zu beantragen. Dem Antrage müssen in doppelter Ausfertigung beigelegt sein:

- a) eine Räume- und Geräteanmeldung nach Anlage 4, die enthalten muß:
 - 1. alle zum Privatlager gehörigen und damit in Verbindung stehenden oder unmittelbar daran angrenzenden Räume unter Angabe ihres Zweckes;
 - 2. alle Geräte, die ständig zur Aufbewahrung von Branntwein im Lager bestimmt sind, unter Angabe des Rauminhaltes jedes dieser Gefäße in Litern;

b) ein Grundriß des Privatlagers und der mit ihm in Verbindung stehenden oder unmittelbar anrenzenden Räume, in den die Stellung sämtlicher in der Räume- und Geräteanmeldung anzugebenden Geräte eingezeichnet sein muß;

c) eine genaue Zeichnung etwaiger festliegender Rohrleitungen, mittels deren die Ein- oder Auslagerung des Branntweins bewirkt werden soll, sowie eine Beschreibung der technischen Benutzungsart dieser Rohrleitungen.

Die Räume- und Geräteanmeldung ist vom Antragsteller nach einer dem Hauptzollamt durch die Zolldirektion mitzutheilenden Anleitung anzufertigen und später zu erneuern, wenn die vorhandene Anmeldung undeutlich geworden ist oder der Vorstand der Hebestelle aus sonstigen Gründen die Neueinreichung verlangt.

Das Hauptamt hat den Antrag nebst Anlagen zu prüfen und sodann die Entscheidung der Zolldirektion über den Antrag herbeizuführen.

Die die Bewilligung des Privatlagers enthaltende Entscheidung der Direktionsbehörde ist in Urschrift oder beglaubigter Abschrift mit je einer Ausfertigung der Räume- und Geräteanmeldung, des Grundrisses und der etwaigen Zeichnung und Beschreibung festliegender Rohrleitungen bei der Hebestelle aufzubewahren, beglaubigte Abschrift der Entscheidung nebst den zweiten Ausfertigungen der vorgenannten Papiere ist dem Lagerinhaber zur Aufbewahrung zu übergeben.

X. Herrichtung der Räume und Geräte.

§ 41. — Vor der Vorlegung des Antrages auf Bewilligung eines Privatlagers an die Direktionsbehörde § 40 Absatz 4) hat sich das Hauptamt zu überzeugen, daß die angemeldeten Lager Räume den in § 39 Absatz 2 unter c) gestellten Anforderungen entsprechen, sowie die näheren Vereinbarungen über die im Falle der Genehmigung des Privatlagers von dem Besitzer noch zu bewirkenden Sicherungsvorrichtungen zu treffen.

Hierbei ist besonders darauf zu achten, daß etwaige Zugänge aus anrenzenden Räumen möglichst beseitigt werden. Ueberhaupt ist die Zahl der Zugänge so weit zu beschränken, als es mit den unabweisbaren Bedürfnissen des Verkehrs im Lager vereinbar ist. Die Thüren der hiernach belassenen Zugänge müssen zur Anlegung eines zollamtlichen Verschlusses eingerichtet werden.

Fenster und ähnliche Oeffnungen der abzuschließenden Lagerräume sind entweder durch eingemauerte Eisenstäbe, die in Entfernungen von höchstens 10 Centimeter in das Mauerwerk fest einzulassen sind, und nöthigenfalls außerdem noch durch Gitter von starkem Eisendrahtgeflechte mit einer Maschenweite von höchstens 2 Centimeter oder durch eiserne oder mit starkem Eisenblech beschlagene hölzerne Läden, die nur von innen geöffnet werden können, zu versichern. Die Gitter sind durch Haken, oder dergl. mit den Fensterwänden fest zu verbinden und nöthigenfalls auch durch amtliche Verschlüsse zu sichern.

Der Lagerbesitzer hat nach erfolgter Bewilligung des Privatlagers den Anordnungen des Hauptamtes in Bezug auf die sichere Einrichtung der Lagerräume Folge zu leisten.

§ 42. — Die ständiq zur Aufbewahrung von Branntwein im Privatlager bestimmten Gefäße müssen der Besichtigung überall zugänglich sein und auf Füßen, Schienen oder dergl. über dem Mauerwerke ruhen. Für Cement- und ähnliche Gefäße kann von der Zolldirektion zugelassen werden, daß sie ganz oder theilweise in der Erde ruhen.

Jedes Gefäß muß so eingerichtet sein, daß eine vollständige Entleerung stattfinden kann, und muß mit einer Skale und mit einem Standglase oder einer Schwimmvorrichtung oder einer anderweitigen Einrichtung versehen werden, die die in den Gefäßen enthaltenen Litemengen

Branntweins auch bei theilweiser Befüllung stets ersehen läßt. Diese Einrichtungen sind amtlich zu prüfen und gegen Veränderungen zu sichern. Die in Anwendung gebrachten Sicherungsmaßregeln sind in der Vermessungsverhandlung (§ 43 Absatz 1) oder in dem die Vermessungsverhandlung ersetzenden Schriftstücke (§ 43 Absatz 4) besonders zu beschreiben.

An jedem ständigen Aufbewahrungsgefäße sind, sofern es nicht mit einem Nährwerke versehen ist, behufs Entnahme von Proben aus verschiedenen Höhenlagen zur richtigen Ermittlung der durchschnittlichen Stärke des Branntweins nach Anordnung des Vorstandes der Hebestelle mehrere Ablasshähne an verschiedenen Stellen des Gefäßes in verschiedener Höhe anzubringen. Wo sich keine der vorbezeichneten Einrichtungen anbringen läßt, muß eine andere Maßregel getroffen werden, die die Entnahme richtiger Durchschnittsproben ermöglicht; B. kann das Hauptamt anordnen, daß ein an einer mit Centimetertheilung versehenen, bis auf den Boden des Branntweingefäßes reichenden Stange verschiebbar angebrachtes flaschenförmiges Gefäß mit Verschlusseinrichtung beschafft wird, das in geschlossenem Zustande in das Aufbewahrungsgefäß bis zu derjenigen Tiefe, aus welcher die einzelne Probe entnommen werden soll, eingelassen, alsdann geöffnet, sowie nach der Füllung herausgehoben werden kann, und so die Entnahme von Proben aus den verschiedenen Höhenlagen zur Bildung einer Durchschnittsprobe gestattet.

XI Geräthvermessung

§ 41. — Die ständig zur Aufbewahrung von Branntwein im Privatlager bestimmten Geräthe sind durch den Oberkontrolleur unter Zuziehung eines zweiten Beamten in der Regel sowohl auf trockenem als auf nassem Wege zu vermessen. Die Vermessung erfolgt nach den für die Vermessung der amtlichen Branntwein-Sammelgefäße gegebenen Vorschriften unter Anwendung der von der Zollverwaltung vorzuschreibenden Muster.

Werden der vollen Befüllung mit Wasser durch die Größe des Geräthes oder sonstige Umstände besondere Schwierigkeiten bereitet, so kann die Richtigkeit der Skala durch theilweise Befüllung des Geräthes festgestellt werden, sofern sich hiergegen keine Bedenken ergeben.

Ist die nasse Vermessung der Geräthe wegen ihrer Größe, ihres Aufstellungsortes oder ihrer sonstigen Beschaffenheit nicht wohl anständig, so kann nach dem Ermessen des Hauptamtes die trockene Vermessung als ausreichend erachtet, oder, wenn auch diese nicht ausführbar ist, von einer zollamtlichen Vermessung so lange gänzlich abgesehen werden, bis sie — sei es auf trockenem oder auf nassem Wege — möglich wird.

In Fällen, wo nach Absatz 3 weder eine trockene noch nasse Vermessung der Geräthe hat vorgenommen werden können, ist von den Beamten in einer besonderen Verhandlung festzustellen, auf welche Unterlagen sich die in der Raume- und Gerätheanmeldung über den Rauminhalt der fraglichen Geräthe gemachten Angaben (s. § 40 Absatz 2 unter a 2) stützen, und ob der angegebene oder welcher anderweite Rauminhalt etwa für diese Geräthe als zutreffend anzunehmen ist. Der Lagerbesitzer hat den hiernach als glaubhaft angenommenen Rauminhalt der fraglichen Geräthe auf der Verhandlung als maßgebend anzuerkennen.

XII Geräthezeichnung.

§ 44. — Der Lagerbesitzer muß nach näherer Bestimmung des Vorstandes der Hebestelle jedes anmeldungspflichtige Geräth (§ 40 Absatz 2 unter a 2) mit einer besonderen Nummer, außerdem aber an demselben den amtlich ermittelten oder angenommenen Rauminhalt — bei den nach vermessenen Geräthen nach dem Ergebnisse dieser Vermessung — in Litern an einer

in die Augen fallenden Stelle innerhalb der festgesetzten Frist mit Lackfarbe oder in sonst geeigneter dauerhafter Weise, z. B. durch Einschlagen von Stiften mit Messing- oder Porzellantropfen, deutlich erkennbar bezeichnen, sowie diese Bezeichnung gebort erhalten und im Bedarfsfalle erneuern. Läßt sich die Bezeichnung an dem Gerathe selbst nicht anbringen, z. B. wegen seiner Einmauerung oder Einjalousie, so ist sie auf einer in unmittelbarer Nahe des Gerathes angebrachten Tafel ersichtlich zu machen.

Die Vermessungsbeamten haben auferdem, soweit thunlich, alle amtlich vermessenen Gerathe an geeigneten Stellen durch Einschlagen oder Einbrennen mit dem Steuerstempel zu versehen.

XIII Veränderungsanzeigen.

§ 45. — Geht das Branntwein-Privatlager in den Besitz eines Anderen über, so ist der Hebestelle binnen einer Woche vom neuen und, in Fällen freiwilliger Besitzübertragung, auch vom bisherigen Besitzer hiervon schriftlich Anzeige zu machen. Wünscht der neue Besitzer das Privatlager als solches weiter zu benutzen, so muß er dessen Bewilligung von neuem beantragen. (Vergl. § 83 dieser Ordnung.) Gleichzeitig hat der neue Besitzer entweder eine neue Räume- und Geratheanmeldung abzugeben, oder die Richtigkeit des Gerathebestandes und des Rauminhaltes der einzelnen Gerathe auf der im Privatlager vorhandenen Ausfertigung der bisherigen Anmeldung unterschriftlich anzuerkennen.

Eine gleiche Anzeige hat der Lagerbesitzer an die Hebestelle zu erstatten, wenn er das ihm bewilligte Privatlager aufgeben will.

Wenn Aenderungen an den Lagerräumen vorgenommen oder anmeldungspflichtige Gerathe (§ 40 Absatz 2 unter a 2) neu aufgestellt oder die vorhandenen abgeändert oder beseitigt werden sollen, so hat der Lagerbesitzer mindestens drei Tage vor Beginn der Aenderung der Hebestelle Anzeige zu erstatten. Die näheren Vorschriften über das Verfahren, welches alsdann einzutreten hat, ertheilt ein für alle Mal die Zolldirektion.

Aenderungen der amtlich angeordneten Sicherungsvorrichtungen dürfen nur mit Genehmigung des **Hauptamtes** vorgenommen werden.

XIV. Anmeldung und Abfertigung zum Privatlager.

a. Anmeldung.

§ 46. — Für die Anmeldung von Branntwein zum Privatlager gelten die folgenden Vorschriften:

a) Geht der Branntwein mit Branntweinbegleitschein I bei dem Niederlageamte ein, so hat der Niederleger einen Auszug aus dem Begleitscheine in zweifacher Ausfertigung gemäß § 39 Absatz 2 unter b der Branntwein-Begleitscheinordnung vorzulegen; die eine Ausfertigung ist demnächst dem Niederleger als **Lagerschein** auszuhändigen, die andere bleibt bei dem erledigten Begleitscheine.

b. Erfolgt die Ueberführung des Branntweins in das Privatlager aus einer öffentlichen Niederlage oder aus einem andern Branntwein-Privatlager desselben Orts ohne Ausfertigung eines Branntweinbegleitscheines I, so ist als Anmeldungspapier die eine Ausfertigung der Abmeldung (§§ 29 unter c und 66 unter c) zu verwenden; die andere Ausfertigung erhält der Niederleger nach stattgefunderer Schlußabfertigung als Niederlageschein zurück.

Für die Anmeldung von Branntwein zum Privatlager kann die Zolldirektion eine Mindestmenge vorschreiben.

h. Abfertigung.

§ 47. — Die Vorschriften des § 5 und des § 9 Absatz 1 sowie Absatz 2 unter a finden entsprechende Anwendung.

§ 48. — Der Lagerbesitzer darf zur Vermeidung von doppelten Abfertigungen außerhalb des Privatlagers unter Steueraufsicht befindlichen, aus der deutschen Branntweinsteuergemeinschaft stammenden Branntwein ohne wirkliche Aufnahme in das Lager lediglich im Wege der buchmäßigen An- und Abmeldung zu einem andern als zu dem ursprünglich darauf ruhenden Abgabensatz unmittelbar weiter abfertigen lassen, vorausgesetzt, daß ein der hierzu bestimmten Branntweinsteinmenge mindestens gleichkommender Bestand des dem betreffenden anderweiten Abgabensatz unterliegenden Branntweins in seinem Privatlager vorhanden ist.

Ueber die Branntweinpost ist gleichzeitig ein die Anmeldung zum Lager bezweckendes (§ 46 Absatz 1) und ein der weiteren Bestimmung des Branntweins entsprechendes Abfertigungspapier (§ 66) vorzulegen; in dem letztgenannten ist zugleich der anderweite Abgabensatz anzugeben.

Die Abfertigungsbeamten haben ihren Bescheid über die Feststellung der in der vorgeführten Branntweinpost enthaltenen Litermenge reinen Alkohols in beide Abfertigungspapiere einzutragen.

Die Amtsstelle hat sodann die amtlich festgestellte Litermenge reinen Alkohols im Privatlagerregister auf Grund des Anmeldungspapieres zu dem darin angegebenen ursprünglichen Abgabensatz anzuschreiben und auf Grund des weiteren Abfertigungspapieres zu dem in diesem angegebenen anderweiten Abgabensatz abzuschreiben.

Im übrigen sind die im einzelnen Falle in Frage kommenden zwei Abfertigungspapiere so zu behandeln, als ob die Aufnahme des vorgeführten Branntweins in das Privatlager, sowie die Abfertigung des dem anderweiten Abgabensatz unterliegenden Branntweins aus dem Privatlager wirklich stattgefunden hätte. Ueber die nicht zur Ausführung gekommene Aufnahme des Branntweins in das Privatlager ist von den Abfertigungsbeamten in dem Anmeldungspapier (§ 46 Absatz 1) ein entsprechender Vermerk unter Hinweis auf das Abmeldungspapier (§ 66) zu machen. Dem Lagerinhaber ist auf Verlangen eine amtliche Bescheinigung über die im Privatlagerregister zu- und abgeschriebene Litermenge reinen Alkohols und den darauf ruhenden Abgabensatz zu erteilen.

Das gleiche Verfahren kann angewendet werden, wenn zum Privatlager angemeldeter Branntwein noch vor der Aufnahme in das Privatlager zu demselben Abgabensatz wieder abgemeldet wird.

§ 49. — Der § 10 Absatz 1 und 2 findet Anwendung.

Wird die Litermenge reinen Alkohols bei der Aufnahme in das Privatlager nicht nochmals festgestellt, so sind im Falle des § 9 Absatz 2 unter a die in dem als Anmeldung zum Lager geltenden Abfertigungspapier enthaltenen Angaben über die Vorabfertigung der Anschreibung im Privatlagerregister zu Grunde zu legen.

§ 50. — Nach beendeter Abfertigung hat der Lagerbesitzer den Branntwein an den für die Lagerung bestimmten Ort im Privatlager zu schaffen.

Die Abfertigungsbeamten haben in dem Anmeldungspapier die Aufnahme ins Lager zu bescheinigen, auch, wenn das Lager aus mehreren für sich einzeln abgeschlossenen Räumen oder Gebäuden besteht, den Lagerort in der Bescheinigung näher zu bezeichnen.

Wenn der Branntwein in den bei der Einlagerungsabfertigung vorgeführten Gefäßen niedergelegt und dabei deren Eigengewicht gemäß § 53 in dem Tarabuche festgehalten werden soll, so müssen diese Gefäße bei der Aufnahme ins Lager eine Vertauschungen ausschließende deutliche Bezeichnung tragen oder mit einer solchen versehen werden.

XV. Abfertigungswort

§ 51. — Die regelmäßigen Dienststunden der Abfertigungsbeamten in denjenigen Privatlagern, welche mit ständigen Abfertigungsbeamten besetzt sind, werden vom Hauptamte festgesetzt; sie sind den Geschäftsstunden des Lagerbesizers möglichst anzupassen, sollen aber gewöhnlich nicht über acht Stunden für den Tag ausgedehnt werden.

XVI. Registerführung.

§ 52. — Ueber den in das Privatlager eingehenden und den wieder ausgehenden Brantwein ist von der Hebestelle ein Brantwein-Privatlagerregister nach Anlage 5 in vierteljährlichen Zeitabschnitten des Etatsjahres zu führen.

Sind in dem Bezirke der Hebestelle mehrere Brantwein-Privatlager vorhanden, für die das Register gemeinsam von der Hebestelle geführt wird, so ist für jedes einzelne Privatlager eine mit fortlaufender Ziffer zu versehende Abtheilung zu eröffnen.

Die An- und Abschreibungen werden auf den beiden gegenüberliegenden Seiten geführt; die Spalten 5 bis 14 und 20 bis 29 sind nach Maßgabe des Bedürfnisses mit den nach Absatz 4 zutreffenden Abgabensätzen zu überschreiben. Die Aufrechnungen und Uebertragungen in An- und Abschreibung haben gleichzeitig zu erfolgen, sobald eine der beiden gegenüberliegenden Seiten gefüllt ist.

Die An- und Abschreibung des Brantweins erfolgt nach der bei der Abfertigung zu oder aus dem Privatlager in dem Abfertigungspapiere festgestellten Utermenge reinen Alkohols (§§ 47, 48 Absatz 4 sowie §§ 69 und 70) und zwar die Anschreibung zu dem Abgabensatze, mit dem der Brantwein nach der Vorabfertigung belastet ist, die Abschreibung zu dem im Abmeldepapere bezeichneten Abgabensatze (§ 48 Absatz 4 und § 65).

Das Privatlagerregister ist erst am letzten Kalendertage jedes Vierteljahres abzuschließen. Am Schlusse jedes Vierteljahres sind die seit der letzten Bestandsaufnahme (§§ 74 und 81) in An- und Abschreibung sich ergebenden Schlusssummen jeder Abtheilung in die entsprechenden Spalten des Privatlagerregisters für das nächste Vierteljahr zu übertragen; dort werden sie alsdann mit aufgerechnet. Der Oberinspektor oder ein anderer Oberbeamter hat diese Uebertragungen zu prüfen und ihre Richtigkeit in dem Privatlagerregister des abgelaufenen Vierteljahres zu bescheinigen.

Winnen einer von der *P o l l d i r e k t i o n* zu bestimmenden Frist nach dem Abschlusse ist das Privatlagerregister mit den zugehörigen Belägen zur Nachprüfung an die *P o l l d i r e k t i o n* einzureichen.

Die der Anschreibung des Brantweins im Privatlagerregister zu Grunde liegenden Abfertigungspapiere (§ 46) werden falls der Brantwein aus einer öffentlichen Niederlage kommt, Beläge zum Privatlagerregister, andernfalls Beläge zu dem betreffenden Vorregister; die der Abschreibung zu Grunde liegenden Abmeldepapiere (§ 66) werden Beläge zum Privatlagerregister.

§ 53. — Soweit für Privatlager die Niederlegung des Brantweins theilweise oder ausschließlich in den zur Einlagerungsabfertigung vorgeführten Gefäßen erfolgen soll, ist ferner zur Festhaltung des vor der Einlagerung steueramtlich ermittelten Eigengewichts der Gefäße für jedes Privatlager ein *L a r a b u c h* nach Anlage 6 in vierteljährlichen Zeitabschnitten des Etatsjahres zu führen.

Nach näherer Bestimmung des *Hauptamtes* kann das Tarabuch ausschließlich von einem besonders damit beauftragten Beamten der Amtsstelle geführt oder es können auch von diesem Beamten nur einzelne Spalten des Tarabuches, z. B. 3 und 4 sowie 15 und 16 mit Eintragungen versehen, die übrigen Spalten dagegen von dem (ersten) Abfertigungs- oder Aufsichtsbeamten ausgefüllt werden. Soweit die Abfertigungs- oder Aufsichtsbeamten Eintragungen im Tarabuche machen, haben sie in Spalte 9 oder 13 oder 19 ihren Namen und ihre Diensteigenschaft hinzuzufügen; anderenfalls bleiben diese Spalten unausgefüllt.

Die *Anschriftung* im Tarabuche erfolgt für jede Branntweinpost, die in den vorgeführten Gefäßen eingelagert worden ist auf Grund der entsprechenden Angaben im Anmeldepapier (§ 46 Absatz 1) in der Weise, daß die Eintragung in die Spalten 2 bis 4 summarisch erfolgt, die Spalten 1 und 5 bis 8 dagegen dem Vordrucke gemäß für jedes einzelne Gefäß nach der im Abfertigungspapier beobachteten Reihenfolge mit Eintragungen versehen werden. Leere Gefäße — als Ersatz für leer aus dem Lager abgelassene Gefäße — können nur auf Grund schriftlicher Anmeldung ins Lager aufgenommen werden; dabei ist ihr Eigengewicht amtlich festzustellen. Die *Anschriftung* erfolgt unter Ausfüllung der Spalten 1, 2 und 5 bis 7. Durch die Spalten 3 und 4 ist der Vermerk „leer“ einzutragen.

Veränderungen an den Gefäßen oder deren Inhalte (Umfüllung, Auffüllung, Verdünnung und dergl.) während der Lagerung sind in den Spalten 10 bis 13 des Tarabuches nachzuweisen (§ 64 Absatz 4).

Die *Abtschriftung* der einzelnen Gefäße erfolgt, soweit die Gefäße mit Branntwein gefüllt aus dem Lager wieder abgemeldet werden, auf Grund des betreffenden Abmeldepapieres (§ 66) in den Spalten ~~14 bis 16~~ und zutreffendenfalls 19 des Tarabuches, gleichviel ob der Auslagerungsabfertigung das in Spalte 7 nachgewiesene Eigengewicht der Gefäße zu Grunde gelegt worden ist oder nicht. In leerem Zustande aus dem Lager entfernte Gefäße sind in Spalte 14, 17 und 19, und zwar in Spalte 17 durch den Vermerk des beaufsichtigenden Beamten: „leer ausgegangen“ abzuschreiben; zutreffendenfalls ist in Spalte 18 auf die Nummer der Eintragung des etwa dafür leer in's Lager aufgenommenen Gefäßes zu verweisen.

Das Tarabuch ist erst am letzten Kalendertage jedes Vierteljahres abzuschließen. Es kann nach Ablauf des Vierteljahres jedoch behufs möglicher Verringerung der Uebertragungen von noch nicht erledigten Eintragungen längstens bis zum Schlusse des nächstfolgenden Vierteljahres für die *Abtschriftung* der darin nachgewiesenen, noch im Lager befindlichen Gefäße offen gehalten werden. Die bei dem endgültigen Abschlusse des Tarabuches etwa noch unerledigt gebliebenen Eintragungen sind in das Tarabuch des nächstfolgenden Vierteljahres, unter Bezugnahme auf die alten Nummern, bei denen auf die Nummern der neuen Eintragung zu verweisen ist, zu übertragen, so daß z. B. die nicht erledigten Posten des ersten Vierteljahres die ersten Eintragungen in dem Tarabuche des dritten Vierteljahres bilden. Diese Uebertragungen hat ein Oberbeamter zu prüfen, ihre Richtigkeit ist von ihm in dem endgültig abgeschlossenen Tarabuche zu bescheinigen.

Winnen einer von der *Zolldirektion* zu bestimmenden Frist nach dem endgültigen Abschlusse ist das Tarabuch mit den etwaigen Belägen zur Nachprüfung an die *Zolldirektion* einzureichen.

Die *Zolldirektion* kann im Falle des Bedürfnisses die Führung des Tarabuches für den Zeitraum des Statsjahres gestatten und die zu diesem Zwecke erforderlichen weiteren Anordnungen treffen.

§ 64. — Soweit für das Privatlager ständige Abfertigungsbeamte bestellt sind, können die erforderlichen Register anstatt von der Hebestelle von der Abfertigungsstelle in dem Privatlager

geführt werden. Das Hauptamt kann auch in anderen Fällen, sofern ein Bedürfnis besteht, die Führung der Register in dem Privatlager gestatten.

Das Hauptamt bestimmt, welche Register in dem Privatlager und von welchem Beamten sie zu führen sind.

Ein Heberegister darf bei der Abfertigungsstelle in dem Privatlager nicht geführt werden.

Der Lagerbesitzer hat ein geeignetes, feuerfestes und diebesicheres Behältnis zur Verfügung oder Mitbenutzung zu stellen, in dem die Register unter amtlichem Verschlusse aufbewahrt werden können.

XVII. Sicherheitsleistung für die Abgabe

§ 55. — Für den in das Privatlager aufgenommenen Branntwein kann nach näherer Anordnung der Zolldirektion von dem Lagerbesitzer nach den Vorschriften, die für die Bewilligung der Abgabenstundung ergehen werden, Sicherheitsbestellung gefordert werden, sofern ohne dieselbe das Steueraufkommen aus besonderen Gründen ernstlich gefährdet erscheinen würde.

XVIII. Aufbewahrung und Abhandlung des Branntweins auf dem Privatlager.

a. Umfüllung, Theilung.

§ 56. — Dem Lagerbesitzer steht die Umfüllung und Theilung des in das Lager aufgenommenen Branntweins frei, insbesondere finden dabei die im § 25 für die Vermischung von verschiedenen Abgabensätzen unterliegendem Branntweine getroffenen Bestimmungen keine Anwendung.

Die Zolldirektion kann ferner beim Nachweise des Bedürfnisses unter Anordnung der zur Sicherung des Steueraufkommens erforderlichen Maßnahmen gestatten, daß im Lager eine Verdünnung des Branntweins durch Wasser bewirkt wird.

Soll hinsichtlich der im Tarabuche angeschriebenen Gefäße eine Veränderung an dem Branntweine (Umfüllung, Auffüllung, Verdünnung u. dgl.) oder eine Aenderung in der Bezeichnung der Gefäße oder eine deren Eigengewicht beeinflussende Arbeit vorgenommen werden, so ist dies vorher bei der Hebestelle oder den im Lager anwesenden Beamten schriftlich anzumelden. Diese mit Feststellungsvermerk der beaufsichtigenden Beamten zu versehenen Anmeldungen werden demnächst Beläge zum Tarabuche.

b. Entnahme von Proben.

§ 57. — Die Entnahme und Uebersührung einerer Branntweinproben in den freien Verkehr ohne sofortige Entrichtung der Abgabe ist auf mündlichen oder schriftlichen Antrag des Lagerbesitzers gelegentlich der Anwesenheit der Aufsichts- oder Abfertigungsbeamten in dem Privatlager gestattet. Zu diesem Zwecke ist in dem Privatlager ein Branntwein-Probenheft nach Anlage 7 in vierteljährlichen Zeitabschnitten des Statsjahres zu führen. Die Proben sind zum Nettogewichte von genau 0,1 kg oder einem Vielfachen davon zu entnehmen und gleichzeitig von den Beamten die sämtlichen Spalten des Probenheftes auszufüllen. Am Schlusse jedes Vierteljahres und außerdem unmittelbar vor jeder Bestandesaufnahme (§ 74) sind die im Probenhefte angeschriebenen Nettogewichtsmengen aufzurechnen. Aus dem hierdurch ermittelten Gesamt-Nettogewichte ist unter Zugrundelegung derjenigen wahren Stärke in Gewichtsprozenten, welche in dem Privatlager als die höchste erreicht zu werden pflegt, die ohne Entrichtung der Abgabe aus der Anstalt abgelassene Sitermenge reinen Alkohols festzustellen, auf Grund einer Abmeldung nach Anlage 8 (zu § 66) zur Versteuerung zu bringen und hierauf im Privatlager-

register abzuschreiben. Das Probenheft nebst den zugehörigen Abmeldungen wird Belag zum Privatlagerregister.

c. Bereitstellung zur Befichtigung.

§ 58. — Der § 20 findet entsprechende Anwendung.

d. Steuerfreie Abschreibung von verdorbenem und untergegangenem Branntweine.

§ 59. — Der § 26 findet entsprechende Anwendung.

Haben zufällige Ereignisse, z. B. das Zerspringen von Gefäßen, einen Lagerabgang bewirkt, so hat der Lagerbesitzer dies — unabhängig von der durch einen etwa gerade im Lager anwesenden Aufsichts- oder Abfertigungsbeamten sogleich in schriftlicher Verhandlung zu bewirkenden Feststellung des Thatbestandes — sofort der Amtsstelle anzuzeigen. Diese führt demnächst die weitere amtliche Feststellung des Sachverhaltes und der verloren gegangenen Eitermenge reinen Alkohols an Ort und Stelle durch einen Oberbeamten herbei, falls nicht etwa die erste Feststellung bereits durch einen Oberbeamten in erschöpfender Weise erfolgt ist. Das Hauptamt hat darüber zu entscheiden, inwieweit eine verloren gegangene Branntweinemenge im Privatlagerregister steuerfrei abgeschrieben werden darf.

Auf die gemäß Absatz 1 und 2 erfolgenden Abschreibungen im Privatlagerregister finden die Vorschriften im § 79 Absatz 3 und 4 entsprechende Anwendung.

e. Lagerfrist.

§ 60. — Die Dauer der Lagerung des Branntweins im Privatlager unterliegt keiner Beschränkung.

f. Privatmitverschluß.

§ 61. — Das Privatlager ist von dem Besitzer stets unter seinem Privatmitverschlusse zu halten.

XIX. Amtliche Beaufsichtigung des Lagers.

a. Verschluß.

§ 62. — Die Thüren der für den Verkehr im Privatlager nach § 41 Absatz 2 belassenen Zugänge müssen zu Zeiten, wo das Lager nicht zum Zwecke der Ein- oder Auslagerung von Branntwein oder auf besonderen Antrag zur Vornahme der Umfüllung oder Theilung des Branntweins oder sonstiger Arbeiten geöffnet ist (§ 63), durch Kunstschlösser amtlich verschlossen gehalten werden. Die Kunstschlösser werden durch die Zollverwaltung auf Kosten des Lagerinhabers geliefert und nach Auflösung des Lagers zurückgenommen. Eine Erstattung der Anschaffungskosten findet hierbei nicht statt.

Der Oberinspektor hat vierteljährlich, der Revisionsinspektor oder Oberkontrolleur monatlich die Verschlußsicherheit des Privatlagers zu prüfen, wenn Branntwein darin lagert.

Das Hauptamt ist befugt, dem Lagerbesitzer für die Zeit, während deren kein steuerpflichtiger Branntwein in den zum Privatlager angemeldeten Räumen lagert, auf Antrag und bei nachgewiesenem Bedürfnisse diese Räume und die etwaigen ständig zur Aufbewahrung von Branntwein bestimmten Geräte unter Abnahme der amtlichen Verschlüsse nach näherer Bestimmung der Zolldirektion zur anderweiten Benugung freizugeben.

h. *Öffnung des Lagers.*

§ 63. — Die Öffnung des Privatlagers ist, soweit sie nicht aus Anlaß der Ein- oder Auslagerung des zur amtlichen Abfertigung angemeldeten Branntweins erfolgt und soweit nicht etwa ständige Beamte für die Bewachung des Lagers angestellt sind, zur Vornahme von Arbeiten bei der Amtsstelle besonders zu beantragen.

Den Anträgen auf Öffnung ist nach Maßgabe der verfügbaren Beamtenkräfte thunlichst bald zu entsprechen.

Die Zeit und Dauer der Offenhaltung wird nach Bedürfniß der Amtsstelle bestimmt.

c. *Bewachung des Lagers.*

§ 64. — Die Aufsichtsbeamten sind befugt, jederzeit die Öffnung des Lagers zum Zwecke der Besichtigung von dem Lagerbesitzer zu beanspruchen.

Solange das Lager geöffnet ist, wird sein Zugang — abgesehen von dem Falle des § 62 Absatz 3 — unausgesetzt unter amtlicher Aufsicht gehalten. Die mit dieser Aufsicht beauftragten Beamten sind befugt, die Lagerräume jederzeit zu betreten und einer Besichtigung zu unterwerfen.

Der § 2 Absatz 2 findet entsprechende Anwendung.

Während der Offenhaltung eines Lagers von der im § 53 bezeichneten Art haben die mit seiner Ueberwachung betrauten Beamten sich insbesondere durch ununterbrochene Aufsicht auch davon Ueberzeugung zu verschaffen, daß keine anderen Aenderungen an dem in den Gefäßen lagernden Branntweine oder an der Bezeichnung oder dem Eigengewichte der Gefäße vorgenommen werden, als gemäß § 56 Absatz 3 vorher angemeldet worden sind. Werden unangemeldete derartige Aenderungen beobachtet, so ist über den Thatbestand eine Verhandlung aufzunehmen, geeignetenfalls ist außerdem vom Hauptamte auf Grund der ihm vorzulegenden Verhandlung die Einleitung des Strafverfahrens anzuordnen. Ueber jede unangemeldete Aenderung der vorbezeichneten Arten ist eine entsprechende Eintragung in die Spalten 10 bis 13 des Tarabuches zu machen.

XX. *Abmeldung und Abfertigung aus dem Privatlager.*

a. *Abmeldung.*

§ 65. — Soll Branntwein aus dem Privatlager entnommen werden, so hat der Lagerbesitzer — bei Lagern der im § 53 bezeichneten Art unter Vorlegung des Lagerscheines — der Amtsstelle ein der Bestimmung des Branntweins entsprechendes Abmeldungspapier (§ 66) zu übergeben.

In dem Abmeldungspapiere hat der Abmelder die Art der Gefäße, und, sofern er dazu im Stande ist, auch deren Zahl, Zeichen und Nummer, ferner die Litermenge reinen Alkohols, die höchstens abgefertigt werden soll, und den Abgabensatz (Zuschlagsatz), zu dem der abgemeldete Branntwein im Privatlagerregister abgeschrieben werden soll, anzugeben. Erfolgt die Abmeldung aus einem Privatlager der im § 53 bezeichneten Art, so hat er endlich auf Grund des in seinen Händen befindlichen Lagerscheines (§ 46 Absatz 1) das voramtlich ermittelte Eigengewicht der einzelnen Gefäße in der betreffenden Spalte des Abmeldungspapieres zu vermerken.

§ 66. — Für die einzelnen Arten der Abmeldung von Branntwein aus dem Privatlager gelten die folgenden Vorschriften:

a) Soll der Branntwein versteuert werden, so ist eine *Abmeldung* nach *Anlage 8* in *einfacher* Ausfertigung vorzulegen.

b) Soll der Branntwein außerhalb des Orts, wo die Privatniederlage sich befindet, versandt oder durch die Zollbehörde der Steuerbehörde behufs Ueberwachung der Denaturierung oder der steuerfreien Verwendung in undenaturirtem Zustande überwiesen werden, so finden die Vorschriften des § 29 unter b entsprechende Anwendung.

c) Soll der Branntwein aus dem Privatlager in eine öffentliche Niederlage oder in ein Privatlager desselben Orts übergeführt werden, so ist eine Abmeldung nach Anlage 8 in zweifacher Ausfertigung zu übergeben und demnächst als Begleitpapier zu verwenden. Im Uebrigen finden die Vorschriften des § 29 unter c entsprechende Anwendung.

§ 67. — Für die Abmeldung von Branntwein aus dem Privatlager kann die Zolldirektion eine Mindestmenge vorschreiben.

§ 68. — Der Registerführer hat auf dem Abmeldungs-papiere zu bescheinigen, daß in dem Privatlagerregister noch so viel Liter reinen Alkohols zu dem angegebenen Abgabensatze angeschrieben seien, als höchstens abgefertigt werden sollen (§ 65 Absatz 2); andernfalls hat er den Lagerbesitzer zu einer entsprechenden Berichtigung des Anmeldungs-papieres zu veranlassen.

Der Registerführer hat ferner, soweit es sich um Abmeldung von Branntwein aus einem Privatlager der im § 53 bezeichneten Art handelt, die Angaben im Abmeldungs-papiere über die Eigengewichte der abgemeldeten Gefäße mit den entsprechenden Angaben in dem Tarabuche zu vergleichen und die Uebereinstimmung oder die Berichtigung in dem Papiere unter Hinweis auf die betreffenden Nummern des Tarabuches zu bescheinigen, auch, wenn das Tarabuch in Spalte 13 nach Maßgabe des § 64 Absatz 4 einen Vorbehalt bezüglich der Richtigkeit des in Spalte 7 angezeichneten Eigengewichtes einzelner abgemeldeter Gefäße enthält, in dem Abmeldungs-papiere einen entsprechenden Vermerk zu machen.

h. Abfertigung.

§ 69. Auf Grund der vorgelegten Abmeldungs-papiere (§ 66) ist von den Abfertigungs-beamten eine Feststellung der in dem abgemeldeten Branntweine enthaltenen Litermenge reinen Alkohols vorzunehmen.

Soweit der abgemeldete Branntwein in Gefäßen, die im Tarabuche angeschrieben sind, lagert und sich eine steueramtliche Ermittlung ihres Eigengewichtes bei der Auslagerung nicht ohne Schwierigkeiten ausführen läßt, haben die Abfertigungs-beamten der Feststellung der Litermenge reinen Alkohols das im Tarabuche angeschriebene Eigengewicht der abgemeldeten Gefäße, entsprechend der Bescheinigung des Registerführers im Abmeldungs-papiere (§ 68 Absatz 2) zu Grunde zu legen. Enthält das Abmeldungs-papier jedoch einen entgegenstehenden Vermerk des Registerführers, oder hegen die Abfertigungs-beamten selbst Bedenken gegen die Anwendung des im Tarabuche angeschriebenen Eigengewichtes, so ist gemäß § 3 der Anleitung zur Ermittlung des Alkoholgehaltes im Branntweine zu verfahren.

Das Ergebnis der Abfertigung und eventuell die Steuerberechnung sind von den Abfertigungs-beamten in die Abmeldung einzutragen.

Nach stattgefundener Feststellung des zur Besteuerung angemeldeten Branntweins ist dem Lagerinhaber der Betrag der zu entrichtenden Abgabe durch Aushändigung eines schriftlichen Vermerks mitzuthemen. Die Hebestelle hat nach dem Wiedereingange der Abmeldung die Gefälleberechnung der Abfertigungs-beamten zu prüfen und bleibt für ihre Richtigkeit mit verantwortlich.

§ 70. — Die festgestellte Litermenge reinen Alkohols ist unter Hinweis auf das Register, in

dem ihr weiterer Nachweis erfolgt, zu dem im Abmeldepapiere angegebenen Abgabensätze im Privatlagerregister abzuschreiben, sowie im Falle der Versteuerung der Berechnung der Abgabe zu Grunde zu legen.

§ 71. — Für Lager der im § 53 bezeichneten Art findet der § 15 bezüglich der Lagerscheine entsprechende Anwendung.

§ 72. — Der § 35 findet entsprechende Anwendung. Branntwein, der zur Versteuerung abgefertigt worden ist, darf jedoch ohne Vorlegung der Steuerquittung aus dem Privatlager abgelassen werden, wenn der auf der abgemeldeten Alkoholmenge ruhende Abgabebetrag vorher bei der Hebestelle hinterlegt oder der Lagerbesitzer von einer solchen Hinterlegung ausdrücklich entbunden worden ist.

Das Zutreffende ist von der Hebestelle auf Seite 1 der Abmeldung zu vermerken, der nicht zutreffende Vordruck zu durchstreichen.

Der festgesetzte Abgabebetrag ist, soweit er nicht durch Hinterlegung gedeckt ist, binnen zwei Tagen nach erfolgter Mittheilung (§ 69 Absatz 4) einzuzahlen, oder, sofern der Steuerpflichtige Stundung genießt, durch Einreichung eines Stundungsanerkennnisses abzulösen.

Bleibt die festgesetzte Abgabe hinter dem hinterlegten Betrage zurück, so ist der Ueberschuß innerhalb acht Tagen bei der Hebestelle gegen Quittung abzuheben, widrigenfalls er, sofern er mehr als 20 Pfennig beträgt, dem Empfangsberechtigten mit der Post auf dessen Kosten zugesandt wird. Beträge von 20 Pfennig und weniger bringt die Hebestelle bei etwaigen späteren Steuerzahlungen in Anrechnung. Insoweit solches nicht innerhalb der gesetzlichen Verjährungsfrist geschehen, verfallen die Beträge der Staatskasse.

Bei Einzahlung des durch Hinterlegung ungedeckt gebliebenen Abgabebetrages (Absatz 3) oder bei Abhebung des zu viel hinterlegten Betrages (Absatz 4) ist die Bescheinigung über die Hinterlegung an die Hebestelle zurückzugeben, die hierauf die Einzahlung des gesammten Abgabebetrages im Einnahmebuche anschreibt.

XXI. Umtausch von Lagerbeständen durch bloße Umbuchung.

§ 73. — Die *S o l l d i r e k t i o n* kann auf Antrag ausnahmsweise gestatten, daß innerhalb desselben Orts Branntweinposten, die der Litermenge reinen Alkohols nach gleich sind, aber verschiedenen Abgabensätzen unterliegen, aus einem Privatlager in ein anderes durch Umbuchung in den betreffenden Registern übertragen werden.

Derartige Umbuchungen sind in dem Branntwein-Privatlagerregister stets unter „A Umschreibung“ durch Zu- und Absetzen der gleichen Litermenge reinen Alkohols bei den zutreffenden Abgabensätzen zu bewirken, und zwar das Zusetzen mit schwarzer und das Absetzen mit rother Tinte.

XXII. Bestände aufnahmen.

§ 74. — Alljährlich einmal findet an einem von dem *H a u p t a m t e* mindestens acht Tage vorher zu bestimmenden Tage die *o r d e n t l i c h e* amtliche Bestandesaufnahme des in dem Privatlager befindlichen Branntweins statt. Wenn nicht mit Rücksicht auf besondere Verhältnisse von der *D i r e k t i v b e h ö r d e* ein anderer Termin zugelassen wird, hat diese Aufnahme im März oder April zu erfolgen.

Das *H a u p t a m t* ist ermächtigt, im Bedürfnisfalle zum Zwecke der besseren Ueberwachung des Lagers jederzeit *a u ß e r o r d e n t l i c h e* Bestandesaufnahmen anzuordnen.

a. Bestandesanmeldung.

§ 75. — Der Lagerbesitzer hat vor der Bestandesaufnahme eine *B e s t a n d e s a n m e l d u n g* nach *A n l a g e 9* in einfacher Ausfertigung abzugeben.

Soweit der Branntwein in Gefäßen lagert, die bei der Einlagerungsabfertigung vorgeübert sind und deren Eigengewicht nach Maßgabe des § 53 in dem Tarabuche festgehalten wird, sind der Aufstellung der Bestandesanmeldung bezüglich dieser Gefäße die Angaben in den dem Lagerbesitzer ausgehändigten Lagerscheinen (§ 46 Absatz 1) zu Grunde zu legen, falls eine den Inhalt dieser Gefäße verändernde Umfüllung u. s. w. im Lager nicht stattgefunden hat. Diese Gefäße sind in der Bestandesanmeldung getrennt von allen übrigen Gefäßen nachzuweisen und dort einzeln nach der Zeitfolge ihrer Einlagerung aufzuführen. Die Lagerscheine sind der Bestandesanmeldung beizufügen.

Ein mit der Führung des Privatlagerregisters nicht beauftragter Beamter hat die Angaben in der Bestandesanmeldung mit den entsprechenden Angaben in den Lagerscheinen und in dem Tarabuche zu vergleichen und die Uebereinstimmung oder die Berichtigung in der Bestandesanmeldung zu bescheinigen, auch dabei die Bedenken anzugeben, die etwa nach Vermerken im Tarabuche (§ 53 Absatz 4 und § 64 Absatz 4) gegen die Richtigkeit des Eigengewichtes oder des angemeldeten Inhalts einzelner Gefäße obwalten.

b. Feststellung des Sollbestandes.

§ 76. — Zur Bestandesaufnahme ist ferner von einem mit der Führung des Privatlagerregisters nicht beauftragten Beamten (§ 75 Absatz 3) das Privatlagerregister abzuschließen und aufzurechnen und der buchmäßige *S o l l b e s t a n d* in der Weise festzustellen, daß die Summen der Spalten 20 bis 29 (Abschreibung seit der letzten Bestandesaufnahme) von den entsprechenden Summen in den Spalten 5 bis 14 (Anschrreibung seit der letzten Bestandesaufnahme einschließlich des bei dieser ermittelten Istbestandes) in Abzug gebracht werden. Hierauf hat der bezeichnete Beamte einen *A b s c h l u ß* nach *A n l a g e 10* dem Vordrucke unter I bis III entsprechend aufzustellen und die Uebereinstimmung dieses Abschlusses mit dem Privatlagerregister auf Seite 1 des ersten zu bescheinigen. Demnachst ist der Abschluß den mit der Bestandesaufnahme beauftragten Abfertigungsbeamten zuzustellen.

c. Feststellung des Istbestandes.

§ 77. — Die Bestandesaufnahme hat an der Hand der Bestandesanmeldung durch zwei Beamte, darunter einen Oberbeamten, zu erfolgen und ist auf Feststellung der vorhandenen Branntweinbestände nach der Litermenge reinen Alkohols zu richten. Der Lagerbesitzer hat der Bestandesaufnahme beizuwohnen.

Die Branntweinbestände sind thunlichst der Verwiegung zugänglich zu machen.

Insofern die Verwiegung, z. B. wegen der Größe der Vorräthe nicht angängig erscheint, erfolgt die Feststellung der in den einzelnen Branntweingefäßen u. s. w. vorhandenen Litermenge reinen Alkohols gemäß § 18 der Anleitung zur Ermittlung des Alkoholgehaltes im Branntweine.

Soweit die Voraussetzungen des § 75 Absatz 2 zutreffen und nicht gemäß § 75 Absatz 3 in der Bestandesanmeldung Bedenken gegen die Richtigkeit des angemeldeten Inhaltes der Gefäße eingetragen stehen, brauchen die mit der Bestandesaufnahme beauftragten Beamten nur die Zahl

der Gefäße festzustellen und eine Vergleichung der Bezeichnung sämtlicher Gefäße mit der Bestandesanmeldung vorzunehmen. Die Feststellung der Litermenge reinen Alkohols kann auf diejenigen Gefäße beschränkt werden, bezüglich deren festgestellt ist oder Grund zu der Annahme vorliegt, daß die in der Bestandesanmeldung angegebenen Alkoholmengen nicht der Wirklichkeit entsprechen; für alle übrigen Gefäße kann die Anmeldung des Lagerbesizers der Aufnahme zu Grunde gelegt werden.

Durch Kurrechnung der in der Bestandesanmeldung für die einzelnen Gefäße festgestellten oder als richtig angenommenen Alkoholmengen ist der *Gesamt-Istbestand* nach Litern reinen Alkohols festzustellen.

d. Behandlung der Fehl- und Mehrmengen.

§ 78 — Der bei der Bestandesaufnahme ermittelte Istbestand ist von den Abfertigungsbeamten in Spalte 1 des Abschlusses — Anlage 10 — unter Ziffer IV zu übernehmen; durch Veraleichung mit dem dort unter Ziffer III vorgetragenen Sollbestande ist zu prüfen, ob sich eine Fehl- oder Mehrmenge ergibt, die in Spalte 1 unter Ziffer V einzutragen ist.

Die Abweichung des Istbestandes von dem Sollbestande haben die Abfertigungsbeamten unter Ziffer VI des Abschlusses eingehend zu erläutern und sich über die weitere Behandlung der Fehl- oder Mehrmenge nach Maßgabe der §§ 79 und 80 gutachtlich zu äußern. Dabei ist nach Befragung des Lagerbesizers darüber, bei welcher oder bei welchen der im Privatlagerregister eingetragenen Alkoholmengen er eine etwaige steuerfreie oder eine etwaige steuerpflichtige Fehlmenge abgeschrieben zu sehen beantrage, die Fehl- oder Mehrmenge in diejenigen von den Spalten 2 bis 11 des Abschlusses einzustellen, welche die in Frage kommenden Abgabensätze enthalten.

Für die den einzelnen Abgabensätzen unterliegenden Alkoholmengen (Spalten 2 bis 11 des Abschlusses) ist der im Privatlager vorhandene Istbestand hierauf durch Ab- oder Zurechnung der Fehl- oder Mehrmenge im Abschlusse festzustellen.

Die Bestandesanmeldung nebst etwaigen Anlagen und den Abschluß haben die Abfertigungsbeamten demnächst dem Hauptamt vorzulegen.

Der Revisionsbefund der Abfertigungsbeamten in der Bestandesanmeldung ist von einem Beamten des Hauptamtes rechnerisch nachzuprüfen und zu beschemigen. Das Hauptamt trifft nach Maßgabe der §§ 79 und 80 endgültige Entscheidung über die Behandlung der festgestellten Abweichung des Istbestandes von dem Sollbestande.

§ 79. — Ergiebt der bei der Bestandesaufnahme vorgefundene Istbestand gegenüber dem buchmäßigen Sollbestande eine *Fehlmenge*, so ist diese im Privatlagerregister *steuerfrei* abzuschreiben, wenn auf Grund der amtlich anzustellenden Ermittlungen anzunehmen ist, daß die Fehlmenge auf Abgangen beruht, die durch zufällige Ereignisse oder natürliche Einflüsse (Einzehren, Verdunsten oder gewöhnliche Leckage) herbeigeführt sind.

Treffen diese Voraussetzungen nicht zu, so ist die Fehlmenge zur Besteuerung zu ziehen und geeignetenfalls das Strafverfahren einzuleiten.

Die Abschreibung einer Fehlmenge im Privatlagerregister hat, wenn sämtlicher im Lager vorhandene Branntwein demselben Abgabensätze unterliegt, zu diesem, anderenfalls zu den vom Lagerbesitzer gemäß § 78 Absatz 2 beantragten Abgabensätzen zu erfolgen.

Wird Branntwein, für den die Malzbottich- oder Materialsteuer entrichtet ist, *steuerfrei* im Privatlagerregister abgeschrieben, so wird für die abgeschriebene Litermenge reinen Alkohols die gesetzliche Vergütung der Malzbottich- oder Materialsteuer gewährt.

§ 80. — Ergiebt der bei der Bestandaufnahme ermittelte Istbestand gegenüber dem Sollbestande eine Mehrmenge an Litern reinen Alkohols, und kann der dafür zutreffende Abgabensatz nicht mit Bestimmtheit ermittelt werden, so ist diese im Privatlagerregister zu dem Verbrauchsabgabensatz von 0,70 Mark für das Liter reinen Alkohols und, falls nach dem Privatlagerregister in dem Privatlager Branntwein vorhanden ist, der dem Zuschlage unterliegt, zu dem betreffenden Zuschlagsätze — bei verschiedenen Zuschlagsätzen zu dem höchsten — in Zugang anzuschreiben.

XXIII. Richtigstellung des Privatlagerregisters.

§ 81. — Der Führer des Privatlagerregisters hat nach jeder Bestandaufnahme das Privatlagerregister oder dessen betreffende Abtheilung auf Grund der Entscheidung des Hauptamtes (§ 78 Absatz 5) nach Maßgabe der Angaben in den Spalten 2 bis 11 des Abschlusses - Anlage 10 — durch Ab- oder Anschreibung der festgestellten Fehl- oder Mehrmenge mit dem wirklichen Lagerbestande — Istbestande — in Uebereinstimmung zu bringen. Die auf diese Weise in den einzelnen Spalten der Abtheilung für die Anschreibung vorgetragenen Istbestände sind demnächst bei der Weiterführung des Privatlagerregisters mit aufzurechnen.

Die erfolgte Richtigstellung des Privatlagerregisters hat der Registerführer in dem Abschlusse zu bescheinigen. Dort ist ferner, falls vom Hauptamte eine steuerpflichtige Fehlmenge festgesetzt worden ist, von dem Führer des Branntweinsteuer-Einnahmebuches ein Buchungsvermerk über die erfolgte Vereinnahmung des betreffenden Abgabensatzes abzugeben.

Die Bestandesanmeldung und der Abschluß werden demnächst Beläge zum Privatlagerregister. Die der Bestandesanmeldung f. Zt. etwa beigefügten Lagerscheine (§ 75 Absatz 2) erhält der Lagerbesitzer zurück.

§ 82. — Eine Richtigstellung des Privatlagerregisters hat ferner stets zu erfolgen, wenn das Privatlager geräumt wird.

Zum Zwecke einer solchen Richtigstellung ist gleichfalls ein Abschluß gemäß § 76 aufzustellen und im übrigen in sinngemäßer Anwendung der §§ 78 bis 81 weiter zu verfahren.

XXIV. Aufhebung des Privatlagers.

§ 83. — Das Recht zur Haltung des Privatlagers erlischt:

a) durch die Erklärung des Lagerbesizers, daß er das Lager aufgabe, ferner durch die Uebertragung des Geschäftes, zu dessen Gunsten das Lager bewilligt worden, auf einen Andern, und durch den Tod des Lagerbesizers oder die Eröffnung des Konkurses über sein Vermögen, sofern nicht die Solidirektion den Uebergang auf den Geschäftsnachfolger, die Erben oder die Konkursmasse genehmigt;

b) durch Ablauf der Zeitdauer der Bewilligung, sowie durch Zurücknahme der letzteren durch die Solidirektion.

Den Anträgen auf Uebertragung des Lagers auf den Geschäftsnachfolger, die Erben oder die Konkursmasse ist, wenn nicht besondere Umstände bestehen, zu entsprechen.

Die Zurücknahme der Lagerbewilligung kann insbesondere auch dann erfolgen, wenn der Lagerbesitzer in der Bezahlung von Branntweinabgaben sich säumig zeigt oder Bedenken gegen seine Zahlungsfähigkeit entstehen, ebenso wenn von ihm oder den Personen, die er nach Art. 29 des Branntweinsteuergesetzes vom 21. März 1896 zu vertreten hat, Hinterziehungen oder Ordnungswidrigkeiten in Bezug auf das Lager verübt werden oder seine Zuverlässigkeit sonst zweifelhaft wird.

In allen Fällen, in welchen ein Privatlager ist sofort das ganze Lager zu versteuern, soweit nicht die Selbstverwaltung Aufschub gewährt oder der Diarist innerhalb einer von genannter Behörde zu bestimmenden Frist mit Begleitpapier versandt oder der Steuerbehörde behufs Ueberwachung der steuerfreien Verwendung überwiesen, oder in ein anderes Privatlager oder in eine öffentliche Niederlage desselben Ortes übergeführt wird.

§ 82 findet bei der Auflösung des Lagers entsprechende Anwendung

Luxemburg, den 9 Januar 1897

Der General-Direktor der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Arts. — Administration communale.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour ont été nommés élus us des communes ci-après désignées :

Differdange : M Mathias Mark, marchand de fer à Differdange ;

Eich : M. Michel Wagner, cultivateur à Weimerkirch ;

Monderange : M Jean-Pierre Schmit-Kusch, cultivateur à Bergem ;

Niederanven : M Nicolas Hellers, cultivateur à Oberanven ;

Bettendorf : M. Jean Theis, entrepreneur à Gilsdorf ;

Belvaux : M Constant Reding, propriétaire et député à Baslhubert ;

Ermsdorf : M Jean Dennemeyer, cultivateur à Ermsdorf ;

Erpeldange : M. Pierre Mathey, cultivateur à Ingeldorf ;

Feulen : M. Jean-Nicolas Klemes, cultivateur à Oberfeulen ;

Hachville : MM. Thomas Kayser, cultivateur à Hachville, et Jean-Joseph Sireweler, cultivateur à Hoffelt ;

Berdorf : M. Jean Konsbrück, cultivateur à Berdorf.

Luxembourg, le 23 janvier 1897.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind zu Schöffen nachbezeichneten Gemeinden ernannt worden :

Differdingen : Hr. Math. Mark, Eisenhandler zu Differdingen ;

Eich : Hr. Michel Wagner, Landwirth zu Weimerkirch ;

Monnerich : Hr. Johann Peter Schmit-Kirsch, Landwirth zu Bergem ;

Niederanven : Hr. Nicolas Hellers, Landwirth zu Oberanven ;

Bettendorf : Hr. Joh. Theis, Unternehmer zu Gilsdorf ;

Bauschleiden : Hr. Constant Reding, Eigenthümer und Deputirter zu Bauschleiden ;

Ermsdorf : Hr. J. h. Dennemeyer, Landwirth zu Ermsdorf ;

Erpeldingen : Hr. P. Mathey, Landwirth zu Ingeldorf ;

Feulen : Hr. Joh. Nicolas Klemes, Landwirth zu Oberfeulen ;

Velzingen : Hh Th. Kayser, Landwirth zu Velzingen, und Joh. Jos. Sireweler, Landwirth zu Hoffelt ;

Berdorf : Hr. Joh. Konsbrück, Landwirth zu Berdorf.

Luxembourg, den 23. Januar 1897.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.